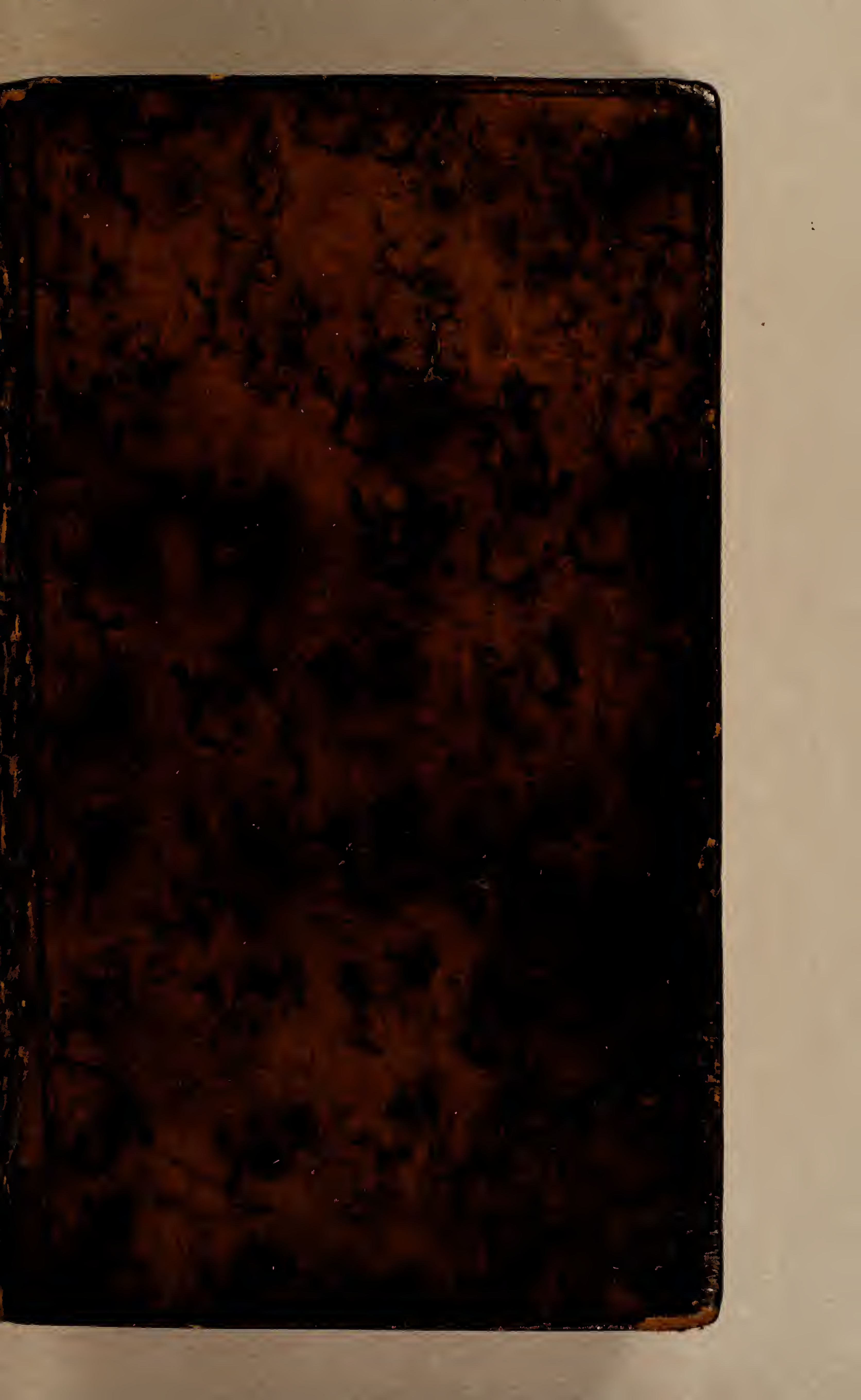



GAUDEO
John Carter Brown.



LE PEUPLE INSTRUIT;

OU

Les Alliances dans lesquelles les Ministres de la Grande-Bretagne ont engagé la Nation, & l'emploi qu'ils ont fait de ses Escadres & de ses Armées, depuis le commencement des troubles sur l'Ohio, jusqu'à la perte de Minorque, considérés dans une Quatriéme Lettre au Peuple d'Angleterre.

OUVRAGE TRADUIT DE L'ANGLOIS.

Jocer-ne tecum per litteras? Civem me herculè non puto esse, qui temporibus his ridere possit, ita sunt omnia debilitata, jam propè & extincta. Cic.



M. DCC. LVI.

de plaisir égal à celui de la défendre avec succès ; cependant il nous est encore possible de donner de l'étendue à notre contentement par la contemplation des fautes de nos Ennemis : & bien loin de devenir par-là indignes de notre prospérité, je crois qu'il n'est rien qui contribue davantage à soutenir notre émulation, & qui puisse mieux assurer nos progrès pour l'avenir. Les Ministres du Roi d'Angleterre sont représentés dans cette Quatriéme Lettre au Peuple, *non seulement comme les Auteurs de la Guerre présente, mais aussi comme la cause de tous les malheurs qu'elle a attirés sur la Nation. On y prou-*

ve que la mauvaiſe iſſue de toutes leurs entrepriſes eſt un effet de leur ignorance, de leur foibleſſe, & du déſordre où une ambition démeſurée jette leurs eſprits. C'eſt enfin un examen très-ſévére de leur conduite, tant à l'égard des Alliances dans leſquelles ils ont engagé la Grande-Bretagne, qu'à l'égard de l'emploi qu'ils ont fait de ſes Eſcadres & de ſes Armées, depuis le commencement des troubles ſur l'Ohio, juſqu'à la priſe de Minorque par les François; le tout annoncé en Anglois dans les termes ſuivans, A fourth Letter to the People of England on the conduct of the Miniſters in Al-

liances, fleets and armies, ſince the firſt differences on the Ohio to the taking of Minorca by the French. *Il m'a donc paru qu'un Ouvrage de cette nature ne pourroit manquer d'être bien reçu en France, & que chacun y ſeroit bien aiſe d'apprendre des Anglois mêmes quels moyens la Providence employe pour leur ouvrir les yeux ſur leur malheureuſe ſituation, & de ſçavoir à combien de différens titres leur peut convenir l'application de ce grand principe,* ſine ratione Conſilium bonum ſtare non poteſt. *Vous me demanderez, Monſieur, pourquoi dans ma Traduction cet Ouvrage s'appel-*

le le Peuple instruit, *puisque dans l'original c'est* La Quatriéme Lettre au Peuple. *J'ai été engagé par trois considérations différentes à faire ce changement ; la premiére, c'est qu'il paroît actuellement deux Ecrits en Angleterre qui portent chacun le nom de* Quatriéme Lettre au Peuple, *& comme la Lettre qu'on peut appeller apocryphe a paru quelque tems avant la bonne, c'est-à-dire, avant la nôtre, j'aurois appréhendé que ce titre n'eût induit beaucoup de gens en erreur, & je ne doute pas que vous ne trouviez ma crainte très-bien fondée, lorsque vous sçaurez qu'elles traitent l'une & l'autre la même question. Il est*

vrai qu'il y a entre elles une très-grande différence, puisque la premiére est l'Ouvrage des Ministres, & qu'il s'en faut bien que celle-ci puisse être soupçonnée de venir de la même source. Mais la connoissance que bien des personnes auroient pu avoir de l'ancienne, en même tems qu'elles auroient ignoré la nouvelle, les eût toujours empêché de jetter les yeux sur la Traduction de celle-ci; parce qu'elles auroient cru n'y trouver qu'un éloge outré des Ministres Anglois, piéces méprisées en Angleterre dans les tems même où le Ministére est le plus florissant. J'ai donc mieux aimé désigner celui de ces deux

Ouvrages que j'ai traduit, & qui eſt le ſeul en vogue parmi les Anglois, par l'indication de ſon véritable objet qui eſt d'inſtruire le Peuple, & je laiſſe à l'Auteur de l'autre le titre de Quatriéme Lettre *qu'il a uſurpé,* c'eſt-à-dire, *la peau inutile du Lion, ſous laquelle il gardera toujours ſa voix & ſes oreilles. Vous venez de voir, Monſieur, la premiére raiſon pour laquelle j'ai appellé ma Traduction* le Peuple inſtruit. *Trouvez bon que j'ajoute que s'il ſe trouve un Traducteur pour la fauſſe* quatriéme Lettre, *je crois qu'il ne fera pas mal d'imiter d'une autre façon la liberté que j'ai priſe, & de nommer*

ſa Traduction le Peuple trompé. *Je vous dirai pour deuxiéme raiſon, Monſieur, que les trois premiéres Lettres n'ayant point paru en France, (car vous ne regarderez point comme des Traductions complettes les extraits que le Journal Etranger a donnés des deux premiéres, & il n'y a pas même eu un extrait de la troiſiéme) il m'a ſemblé que la plûpart des Lecteurs ſeroient choqués de voir un Ouvrage s'annoncer par ſa quatriéme & peut-être ſa derniére partie. Vous m'objecterez qu'il falloit à l'occaſion de la quatriéme traduire en entier les trois premiéres, & faire du tout un corps d'ouvrage ; mais permettez-moi*

de vous repréſenter, que ç'eût été multiplier les êtres mal-à-propos, car il eſt conſtant que celle-ci (& ſon titre le prouve aſſez) eſt une récapitulation de ce qui ſe trouve dans les trois qui l'ont précédée. Enfin, les objets y ſont plus rapprochés les uns des autres, on en apperçoit mieux l'enchaînement & la ſuite, & ſi elle étoit réunie aux trois premiéres, combien de Lecteurs ne fatigueroient pas inutilement leur attention avant que de la fixer ſur les endroits les plus propres à la ſatisfaire! Puiſqu'il eſt donc vrai que dans cette ſeule partie tout porte également & que l'on y trouve tout, approuvez-moi, Monſieur, par rapport à vous même tout au

moins, d'avoir laiſſé de la place dans votre cabinet pour trois volumes qui y ſeront d'un ſervice plus réel. Ma troiſiéme & derniére raiſon dépend des deux autres. Elle ſervira à vous faire voir, qu'étant dans l'obligation de donner un titre à un Ouvrage, où l'Auteur entretient le Peuple ſur ſes véritables intérêts, & que voyant par conſéquent mon choix borné entre les idées de Remontrances *& d'*Inſtructions*, j'ai dû donner à cette derniére la préférence comme étant en tous points la plus propre au ſujet. Pour que des repréſentations & des remontrances produiſent quelque effet, il eſt ſenſible qu'on ne doit les adreſſer qu'aux perſonnes qu'el-*

les regardent, & qui ont la faculté de les mettre à profit. Le Roi de la Grande-Bretagne n'a en partage que la ſeule puiſſance exécutrice ; ſes Miniſtres n'en ont par conſéquent point d'autre à exercer ; ainſi ce ſeroit envain, par exemple, qu'un homme entendu dans les affaires publiques & zélé patriote, eſſayeroit par les argumens les plus ſolides & les plus preſſans de leur prouver que la Nation Angloiſe ne peut manquer de ſuccomber dans la guerre préſente, ou que les troupes de Hanovre ſont plutôt un fléau qu'un ſoutien pour la Grande-Bretagne. C'eſt le Peuple, lui diroit-on, qui nous a forcé la main

pour avoir la guerre, & jamais on n'auroit vu d'Hanovriens dans le Royaume, ſi le Peuple ne les eût demandés lui-même par la voix du Parlement. C'eſt donc à ce Peuple en qui réſide la puiſſance légiſlative, que doivent s'adreſſer ceux qui s'apperçoivent qu'il abuſe à ſon préjudice de ſa grande autorité, & qui lui ſont aſſez attachés pour ne pas ſouffrir qu'il opére lui-même ſa ruine; on laiſſera donc le Roi & les Miniſtres qui ne ſont qu'obéir, pour ſe tourner du côté du Peuple qui a ſeul le droit d'ordonner; & comme les Anglois charitables parlent quelquefois en termes fort durs, il faut s'atten-

dre, si le Peuple a fait la sottise de demander la guerre & les Hanovriens, à le voir tencer de la bonne sorte par ses fidéles, mais sévéres amis. Cependant si vous ouvrez une de ces Brochures, où l'Auteur s'adresse directement à la Nation Angloise, telles que les Lettres au Peuple, l'Appel au Peuple, la Vérité révélée, *& tant d'autres, loin d'y trouver des vérités dures & des menaces, vous n'y voyez que des condoléances. » Pauvre Peuple, lui » dit-on, pauvres Anglois, vous » êtes trahis : on abuse de votre » confiance : vous n'avez qu'une » autorité précaire : vos Minis- » tres publient que c'est vous qui*

» *voulez la guerre, quoique sur ce point comme sur beaucoup d'autres, vous prouviez assez par vos murmures & par vos gémissemens, qu'on vous fait parler & agir aussi bien contre vos intentions que contre vos intérêts. On vous désarme pour confier à des Mercenaires la protection de votre Pays & de vos libertés : il s'est formé parmi vous d'indignes cabales, par lesquelles vos Ministres se font demander ce qu'ils veulent paroître n'accorder qu'à vos vœux & à vos cris. Résistez, faites-vous craindre, usez de vos droits & de vos priviléges, élevez-vous contre vos oppres-*

» *ſeurs, pouſſez dans le précipi-*
» *ce ceux qui veulent vous y faire*
» *tomber* «. *Tel eſt, Monſieur, le langage que tiennent au Peuple d'Angleterre, tous ceux en général qui l'entretiennent de ſes affaires dans leurs écrits. Vous conviendrez avec moi, que ce n'eſt pas là le ton des remontrances, mais bien plutôt celui des avis & des inſtructions, & le plus convenable en même tems vis-à-vis d'un Peuple à qui on dérobe ſon autorité, pour en faire un uſage qui lui eſt ſi pernicieux.* Le Peuple inſtruit *eſt donc le ſeul titre que j'aye pu choiſir, pour ſubſtituer à celui de* Quatriéme Lettre au Peuple; *& il vous ſemblera peut-*

être , comme à moi , qu'il iroit également bien à tous les Ouvrages que les Anglois écrivent dans ce genre. Je veux avant que de finir, vous dire un mot ſur les différentes réponſes qui ont été faites par les ordres du Miniſtére , à l'Auteur des Lettres au Peuple. *J'en connois cinq : le Journal Étranger du mois d'Avril 1756 en rapporte deux par extrait , dont la premiére eſt intitulée :* La nature & l'uſage des forces auxiliaires amplement examinés, en réponſe à une Brochure intitulée , Seconde Lettre au Peuple d'Angleterre. *L'autre porte un titre à peu près ſemblable :* Réponſe à une Brochure intitulée ,

intitulée, Seconde Lettre au Peuple d'Angleterre, dans laquelle le système des subsides est clairement exposé & amplement examiné. *Toutes les personnes de ma connoissance qui ont lû ces deux réponses, ont jugé que la premiére étoit beaucoup plus sage que la seconde, où en effet on ne trouve que les injures les plus atroces ; mais les mercenaires Ecrivains du Ministére Britannique ont mieux aimé suivre dans les nouvelles critiques qu'ils ont faites de cet Ouvrage, l'insolence & la rusticité de l'une, que la sagesse & la modération de l'autre. Ils auront cru sans doute que leurs froids & mau-*

vais argumens ne ſe feroient pas aſſez bien ſentir à la Canaille ſous un ſtyle honnête & raiſonnable. En effet, ils ont enchéri ſur cette derniére dans trois autres réponſes qu'ils ont lâchées conſécutivement à l'occaſion de la troiſiéme Lettre au Peuple, & c'eſt dans l'une de ces trois réponſes ſubſéquentes, qu'ils ont enlevé à mon Auteur le titre de Quatriéme Lettre. *Voici l'Epigraphe qu'ils ont choiſie & par laquelle on voit que leur intention eſt de rendre leur ſupercherie excuſable;*

Mutemus clypeos, Danaûmque inſignia nobis
Aptemus. *Virg.*

L'unique objet de cet Ouvrage est de prouver, que les nombreux subsides que la Nation répand dans les Pays Etrangers, sont non seulement très-utiles à la Grande-Bretagne, mais même lui sont beaucoup d'honneur, & relévent infiniment sa gloire. Il félicite surtout la Nation de ce qu'elle compte le Roi de Prusse parmi ses Pensionnaires : vous verrez notre Auteur parler un autre langage, il la plaindra beaucoup de compter ce Prince dans le nombre de ses Mercenaires. Dans un autre endroit, l'Auteur de la Réponse tire un argument victorieux contre la France, de ce qu'elle a souffert

pendant plusieurs mois l'insulte faite à son Pavillon, & la prise de ses Vaisseaux; il ne fait point difficulté d'assurer, que le tems qu'ont duré les hostilités exercées contre la France en pleine paix, est le plus bel endroit de la vie des Ministres Britanniques, & que l'Histoire d'Angleterre ne fait mention d'aucun tems où les armes de la Nation ayent eu de plus glorieux succès. Enfin, il ne se contente pas d'accabler d'injures l'Auteur des Lettres au Peuple, & de prononcer qu'il faut l'envoyer au Carcan; il veut encore que l'on y mette tous ceux qui auront lû ses Lettres, ou qui les auront enten-

du lire. Avant que de vous rendre compte, Monſieur, des deux derniéres réponſes, permettez-moi de me ſoulager d'un ſcrupule qui me tourmente à leur occaſion. Je vous ai annoncé qu'elles venoient comme les autres du Miniſtére Britannique; vous l'auriez penſé de même, Monſieur, à en juger par le ſtyle, puiſque c'eſt par tout mêmes déclamations, mêmes injures, mêmes menaces; mais je ſuis arrêté tout court par l'inſpection du titre de ces deux piéces; il ne permet point de conjectures: l'Auteur s'y nomme: c'eſt Madame Suſanne Kiſſ-my-breech. *Or je vous demande s'il eſt raiſonnable de*

ſuppoſer que les Miniſtres de la Nation Britannique auroient ſouffert qu'on habillât leurs idées & leurs moyens d'un titre auſſi ridicule & auſſi indécent, *eux qui ont dit ailleurs avec une ſi noble ſimplicité*, Mutemus clypeos, Danaûmque inſignia nobis aptemus. *Mais vous vous embarraſſez peu ſans doute que ce ſoient des Miniſtres ou d'autres gens qui parlent par la bouche de Madame* Kiſſ-my-breech, *s'ils n'ont rien de ſatisfaiſant à vous dire ; je finirai donc par le ſeul expoſé du titre de ces deux piéces : ce ſont* deux Lettres de Madame Suſanne Kiſſ-my-breech, au Docteur Grub, Chevalier du très-

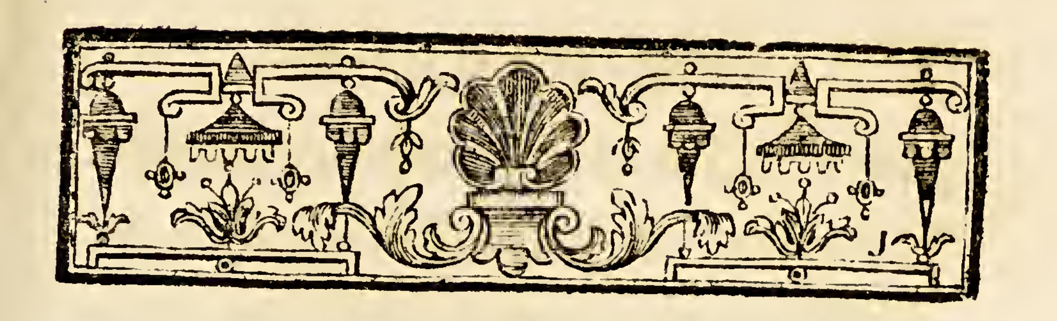
ancien Ordre du Pilon, Auteur des Lettres au Peuple d'Angleterre. *Il n'y a en général point de ſottiſes que Madame* Kiſſ-my-breech *ne trouve ſujet de dire à l'Auteur des Lettres, ſur une prétendue qualité d'Apoticaire qu'elle juge à propos de lui donner: à la vérité, M.* Shabbear, *c'eſt le nom de l'Auteur des Lettres, qui n'eſt ici appellé* * Grub *que par dériſion, a exercé quelque tems la profeſſion de Médecin, & c'eſt ce qui peut avoir donné fondement aux mauvaiſes plaiſanteries de cette ſpirituelle Dame. Je ne dois cependant pas*

* Grub ſtreet Writer, *ſignifie en Anglois*, Ecrivain pour la Beuriére.

vous laiſſer ignorer qu'elle donne à entendre que le pauvre Shabbear *a été mis en priſon, à l'occaſion de ſa troiſiéme Lettre: mais il faut qu'il en ſoit ſorti, puiſqu'il a donné la quatriéme. Si la vindication y a eu quelque part, nous devons être obligés à ceux qui y ont donné lieu, de la connoiſſance que nous en tirons du délabrement des affaires de l'Angleterre.*

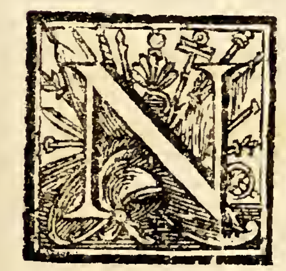
J'ai l'honneur d'être, Monſieur, &c.





LE PEUPLE INSTRUIT.

Ouvrage traduit de l'Anglois.



Ous éprouvons donc enfin ces revers qui nous étoient prédits depuis ſi longtems : les funeſtes effets de la mauvaiſe conduite du Miniſtere paroiſſent dans le plus grand jour : nos juſtes allarmes, ſujet fécond de railleries pour

ceux qui ont donné ou qui ont reçû le ſalaire de l'iniquité, ſe réaliſent d'une maniere trop ſenſible, pour que les gens les plus conſommés dans la pernicieuſe pratique de nier tous les événemens ſiniſtres, réuſſiſſent aujourd'hui à nous dérober la fatale évidence de nos malheurs.

Ceux mêmes qui font entrer nos déſaſtres dans leur trafic & qui négocient notre perte, ne révoquent point en doute cette effrayante vérité; ils vous diſent à préſent pour ſe juſtifier, que vous étiez déja perdus ſans reſſource lorſqu'ils ont pris le timon des affaires, & qu'ils ne connoiſſent point de remède aſſez

efficace pour appliquer au mal qui vous dévore, & qui doit causer votre entier anéantissement.

La cruelle alternative où nous sommes réduits entre une guerre malheureuse & une infâme paix; le poids énorme des impôts dont on ne cesse de nous accabler; la chûte presque totale de notre commerce; l'abandon où on laisse les intérêts de la Grande-Bretagne; la préférence qu'on donne à ceux des Etats Allemands; la confiance qu'on met dans les mercenaires étrangers, & le mépris qu'on marque aux Anglois en les jugeant indignes de défen-

dre leur Isle; toute la conduite en général de nos affaires au dedans & au dehors, en Europe & en Amérique; sans oublier la contenance ridicule que nous sommes obligés de faire devant toutes les Nations du Monde; ce sont là les signes trop certains de la ruine affreuse dont nous sommes menacés; signes qui se font remarquer par les gens même de la pénétration la plus bornée, & qui portent la désolation dans tous les cœurs qui ne sont point endurcis par une longue habitude de mettre leur Patrie au pillage.

Afin d'éviter jusqu'aux apparences qui donneroient à mes

diſcours un air de déclamation, & ſur leſquelles on pourroit m'accuſer de ne chercher qu'à mettre le feu partout ; afin d'impoſer ſilence à la calomnie, & de contenir les langues perfides de tous ceux qui partagent les dépouilles de leur Nation, & qui ont par conſéquent intérêt de faire regarder comme autant de deſſeins méchamment formés contre le Miniſtere, tous les efforts qu'ils apprennent qu'on fait pour détourner nos malheurs, je me borne à rappeller ſimplement, & ſans aucune partialité, à la mémoire de ceux qui liront cet écrit, les traits principaux par leſquels

nos Miniſtres ſe ſont diſtingués depuis le commencement des troubles entre les Sujets reſpectifs de la Grande-Bretagne & de la France ſur les bords de l'Ohio.

Pour développer à mes Lecteurs les véritables cauſes de cette guerre, je ne peux me diſpenſer de leur parler ici d'un événement antérieur à cette premiere époque; événement qui ſe paſſa entre les Miniſtres de France & ceux d'Angleterre, & ſur les particularités duquel pluſieurs d'entre nous pourroient n'être pas ſuffiſamment inſtruits.

Dans l'année 1749. ou dans

la ſuivante, quelques Traiteurs Américains ſujets du Roi de la Grande-Bretagne, ſe rendirent ſur l'Ohio pour y trafiquer avec les Naturels du Païs : les Canadiens François en ayant été informés, les envoyerent avertir que s'ils ne ſortoient de deſſus le territoire de leur Maître , leurs effets ſeroient confiſqués, & qu'on ſe ſaiſiroit d'eux pour les conduire à Quebec où ils ſeroient mis en priſon. Ces Commerçans crurent ne pouvoir ſe diſpenſer d'obéir à cette ſommation , & ſe retirerent.

La ſaiſon propre à aller en traite étant revenue , quelques autres Sujets de la Grande-Bre-

tagne ſe rendirent dans le même deſſein ſur les bords de l'Ohio, & ceux-ci n'ayant pas voulu obéir à la ſommation qui leur fut pareillement faite, tous leurs effets furent confiſqués, & ils furent amenés dans les priſons de Quebec, d'où on les transféra enſuite dans celles de Bordeaux *. Comme ils ne ſe reprochoient aucune eſpéce de violation du Droit des Gens, & qu'ils étoient bien ſûrs de n'avoir trafiqué dans aucun territoire ſur lequel le Roi de la Grande-Bretagne n'eût un droit inconteſtable, ils inſiſterent

* L'Auteur ſe trompe, ils furent conduits à la Rochelle.

dans les remontrances qu'ils firent au Miniſtere Britannique, ſur la juſtice qu'on leur devoit de les réclamer comme des ſujets de Sa Majeſté, & de les faire élargir avec réparation, attendu qu'ils n'étoient point infracteurs du Droit des Gens; & comme en même tems ils connoiſſoient très-bien tous les priviléges attachés à l'honneur qu'ils avoient d'être Anglois, ils s'entretenoient dans la douce eſpérance que le Miniſtere d'Angleterre ne ceſſeroit point ſes repréſentations à la Cour de France, qu'ils n'euſſent été indemniſés de la perte de toutes les marchandiſes qui leur avoient

été injuſtement enlevées, & qu'ils n'euſſent obtenu une réparation convenable pour l'inſulte faite à leur perſonne dans le long empriſonnement qu'on leur avoit fait ſouffrir. Qu'y a-t-il de plus naturel & de plus louable qu'une attente pareille dans des gens qui connoiſſent toute l'étendue des libertés, des prérogatives & de l'honneur de leur Nation, & qui ſavent combien tous ces avantages deviennent efficaces entre les mains d'un Miniſtere Britannique ? Mais ils ſe trompoient : l'eſprit d'un vrai Miniſtere Britannique s'étoit retiré du milieu de nous. Notre Ambaſſadeur à Paris, au lieu de de-

mander ces Sujets de ſon Maître comme ayant été arrêtés & emprisonnés injuſtement, & d'inſiſter ſur la réparation des injures qu'ils avoient reçûes, eut ordre de nos Miniſtres de ne ſolliciter leur élargiſſement à la Cour de France qu'à titre de grace, & de ne point entreprendre de les juſtifier ſur l'offenſe qui leur étoit imputée. Qui peut nier que les droits de notre Souverain, & nos priviléges n'ayent été alors honteuſement trahis? Cette conduite ne fut-elle pas un aveu formel que tout le territoire de l'Ohio appartenoit au Roi de France? Et les rigueurs exercées par les

François ſur nos Compatriotes, tant dans leur empriſonnement que dans la confiſcation de leurs effets, ne furent-elles pas amplement juſtifiées par la foibleſſe du Miniſtere Anglois dans cette occaſion ?

Nos Priviléges ayant été ſi lâchement abandonnés par ceux dont le principal devoir étoit de les défendre, comment peut-on s'étonner que les François ayent réclamé le Païs dont il s'agit, comme leur appartenant en propre, ou qu'ils ayent commencé à y conſtruire des forts & à s'y rendre maîtres des défilés pour s'aſſurer tout le Commerce qui s'y fait, & pour conſtater le droit

de propriété exclusive qu'ils prétendent sur ce Commerce ?

Comme il n'y avoit que très-peu de gens en Angleterre à la connoissance desquels cet événement fût parvenu, ou qu'il n'avoit guéres attiré notre attention, rien n'empêcha les François de se mettre en possession, comme on vient de le rapporter, des frontieres de la Virginie * ; & toute cette Province en ayant pris l'allarme, M. Washington se mit en devoir de les repousser : mais il essuya une défaite, & fut obligé d'abandonner son entreprise.

* Les Frontiéres de la Virginie, de l'aveu même de plusieurs Ministres Anglois, sont les Montagnes dites Apalaches.

Il y a des gens qui prétendent que très-peu de tems avant que le Miniſtere Britannique eût reconnu par une ſi lâche & ſi honteuſe condeſcendance, que cette partie de l'Amérique appartenoit aux François, il avoit concédé ce même territoire de l'Ohio à une compagnie d'Aſſociés de la Ville de Londres qui avoient un Quaker * à leur tête.

Voilà donc nos Miniſtres de la Grande-Bretagne pris comme ſans reſſource entre le Roi de France & un Quaker ; & ſemblables à ces Pilotes qui perdoient tout eſpoir entre Charybde & Sylla, ils ſe voient ſur-

* C'eſt le Négociant Hambury Williams.

montés par les dangers & par les difficultés de la navigation : leur embarras devient extrême.

Ils ne ſe diſſimulerent point que la France , quoiqu'elle n'eût ſur cette partie des poſſeſſions de la Grande-Bretagne, & de nos priviléges, que les droits qu'elle tenoit de leur foibleſſe & de leur timidité, ſeroit jalouſe de conſerver ce qu'elle avoit obtenu, & ſe feroit un point d'honneur de ne ſe laiſſer perſuader par aucune négociation de s'en détacher. Ils étoient en même tems bien aſſurés que le Quaker ſeroit trop obſtiné ſur l'article de ſes intérêts pour qu'il fût poſſible par aucunes

careſſes de le déterminer à rendre la conceſſion qui lui avoit été faite. Si d'un côté ils redoutoient le bras du Monarque François, & les deux cent mille hommes que ce Prince peut employer à ſoutenir ſes prétentions; de l'autre ils voyoient avec effroi le Quaker affermi de plus en plus dans ſes ſentimens intéreſſés, par l'obſtination naturelle à tous ceux de ſa Secte, & par une foule d'Aſſociés avides. Enfin pendant que de vives appréhenſions d'une guerre avec la France & d'une invaſion en Angleterre jettoient le trouble dans l'ame des Miniſtres, leur tranquillité n'étoit pas moins ébranlée

lée par la crainte qu'ils avoient de révolter contre eux, s'ils abandonnoient le Quaker, tous les Partiſans & tous les Publicains de la Ville de Londres, & de ſe voir par là hors d'état de lever aucun ſubſide à l'avenir.

Pour que l'embarras du Miniſtere fût auſſi grand qu'il pouvoit l"être, il fallut encore qu'outre l'éloignement naturel à tous les Quakers de renoncer au moindre profit & aux moindres avantages, celui duquel il eſt ici queſtion, eût de plus pour réſiſter à toutes les inſinuations contraires à ſon intérêt, un motif caché, qui probablement échappa à la vûe perçante

de notre Linx Miniſtérial : la conceſſion de l'Ohio, quoiqu'elle ſemblât donner les plus grandes eſpérances, ne paroiſſoit que dans l'éloignement, & n'étoit qu'un avantage purement problématique : une guerre ſur le continent de l'Amérique en préſentoit un plus prochain & d'une eſpéce plus poſitive ; cet avantage ſe trouvoit dans les remiſes à faire aux armées dans cette partie du Monde : il y avoit pour le Quaker un gain conſidérable à retirer de cet objet, qui devant paſſer par ſes mains, lui procuroit la facilité de mettre ſes débiteurs dans ce Païs-là, en état d'acquitter des

dettes dont ſans cela il ne pouvoit eſpérer de faire le recouvrement.

Engagé par d'auſſi puiſſans motifs, cet homme qui ne ſe regle cependant que ſur des principes de modération & de renoncement à ſoi-même, preſſa le Miniſtre d'envoyer en Amérique tous ces zélés Sujets dont la fidélité à leur Roi & l'attachement aux intérêts de leur Nation ne peuvent être altérés par la crainte d'aucun danger, & leur fit ordonner d'aller ſacrifier leur vie pour rétablir des gens à qui leur religion défend de ſoutenir la cauſe commune, & de combattre pour leur Prince

ou pour leur Patrie.

Ainſi ce fut d'un côté la criminelle foibleſſe avec laquelle le Miniſtere abandonna les droits du Souverain & les Priviléges du Peuple, en demandant humblement aux François comme une grace ce qu'il avoit droit d'exiger d'eux comme une juſtice, qui donna à la Nation Françoiſe des droits plus réels qu'elle n'en avoit encore eû ſur le territoire de l'Ohio.

Et d'un autre côté la crainte d'être abandonnés par une compagnie de Publicains l'a emporté dans l'eſprit des Miniſtres ſur la terreur des armes Françoiſes, & les a déterminés

à entreprendre de recouvrer, la force en main, des poſſeſſions auxquelles ils avoient formellement renoncé auparavant. Qui peut refuſer de l'admiration au bonheur ſingulier d'un Etat, auquel la Providence a donné des Miniſtres qui s'accordent ſi bien avec eux-mêmes ?

On demandera peut-être comment il ſe fait que dans les Mémoires donnés par la France ſur les différends qui ſe ſont élevés en Amérique, cette nation n'ait pas encore relevé ſur ce point l'erreur du Miniſtere Anglois ; & c'eſt à quoi on peut répondre ſans s'écarter de la vérité, que les François n'ignoroient pas

que cette ceſſion des Païs appartenans à l'Angleterre, & dont ils étoient redevables à la foibleſſe & à la timidité de nos Miniſtres, n'étoit pas un véritable & légitime abandon du droit de la Couronne de la Grande-Bretagne ſur ces Païs, & que le Roi & le Peuple n'acquieſceroient jamais à une conceſſion pareille.

Ils aimerent donc mieux mettre de côté cet argument qui leur étoit cependant ſi favorable, & n'en faire aucun uſage dans leurs écrits publics, mais le réſerver à une diſcuſſion particuliere entre un certain Miniſtre Britannique & eux, de peur que cette affaire venant à être généralement

connue, ne fît paſſer en d'autres mains l'adminiſtration de la Grande-Bretagne, & que le Monarque François ne perdît à ce changement, des Alliés d'une plus grande importance pour ſes ſuccès que les plus puiſſans Potentats de l'Europe, puiſqu'il n'eſt point de reſſources d'une plus grande étendue pour les beſoins d'un ennemi, que le défaut de courage & de capacité dans ceux contre qui il doit ſonger à ſe défendre.

Les François avoient fait l'épreuve pendant toute une guerre, & une longue expérience les avoit inſtruits pendant la paix, des minces qualités de l'eſprit de

cet homme, auſſi bien que de ſon inconſéquence ſur tous les points, de ſa timidité naturelle, & de ſon incapacité abſolue. Redevables de tous les avantages qu'ils avoient remportés pendant la guerre derniere, à ſes heureuſes diſpoſitions pour le Gouvernement d'un Etat, c'étoit ſur le même fondement qu'ils appuyoient l'eſpoir de leurs ſuccès futurs, & qu'en conſéquence ils avoient cru ne devoir point héſiter à faire des entrepriſes ſur nous pendant la paix. Ouvrir les yeux du Public ſur l'abſurdité de ſa conduite, & ſur ſon exceſſive timidité, c'eût été travailler efficacement à ſa chûte,

événement

événement qui n'avoit rien que de ſiniſtre pour les intérêts de la France. Mais les François ſe perſuadérent peut-être trop aiſément que comme il n'y avoit point d'exemple qu'aucune nation eût jamais produit de ſuite deux Miniſtres auſſi incapables que lui de gouverner, ils ne pouvoient ſans témérité s'aſſurer que cela dût arriver dans la Grande-Bretagne. Ils prirent donc le parti du ſilence ſur ſa conduite relativement à l'Ohio; & l'objet ſur lequel il leur ſembla le plus ſage de faire tourner toute l'attention du Public, fut leur querelle avec nous par rapport à la Nouvelle Ecoſſe. C'eſt celle-là

qu'ils ont pris le parti de défendre par les armes, quand nous eumes combattu & détruit tous les moyens qu'ils produiſoient pour la ſoutenir.

Après une très gracieuſe harangue émanée du Trône, à l'ouverture de la ſeſſion le Mardi vingt-cinq Mars 1755, tems auquel tout étoit tranquille & où on ſembloit jouir de la paix la plus profonde, il ſe fit un changement ſoudain ſur la ſcene : on ne s'entretint plus que de préparatifs pour la guerre, & les deux Chambres reçurent de la part de Sa Majeſté un Meſſage qui portoit, que la ſituation où ſe trouvoient les affaires, exi-

geoit que ſes forces de terre & de mer fuſſent augmentées pour ſoutenir ſes juſtes droits en Amérique, & pour repouſſer toutes les entrepriſes qui pourroient être faites contre ſes Royaumes, & qu'elle ne doutoit point que ſon fidéle Parlement ne la mît en état de faire toutes les augmentations que les événemens rendroient indiſpenſables.

Les deux Chambres répondirent à ce Meſſage par des Adreſſes dont Sa Majeſté dut être très ſatisfaite. Elles manifeſtoient tout leur zéle & toute leur affection pour ſa perſonne Royale ; pour ſa Famille & pour ſon Gouvernement ; ſans qu'on eût né-

gligé d'y renfermer les plus positives aſſurances qu'on ſeroit toujours prêt à donner à Sa Majeſté les ſecours néceſſaires pour repouſſer toutes les entrepriſes par leſquelles ſes ennemis chercheroient à la troubler dans la poſſeſſion de ſes Royaumes, ou voudroient eſſayer de les lui enlever.

Faiſons à préſent l'examen des meſures priſes par le Miniſtére pour défendre toutes les parties des Etats de Sa Majeſté, & pour exécuter le plan d'hoſtilités dont on étoit convenu. On venoit d'envoyer M. Braddock dans la Virginie avec des troupes Angloiſes. Perſonne

n'ignore ni les mauvaiſes combinaiſons du projet de cette campagne, ni les défauts de conduite qui en rendirent l'exécution inutile, ni les déſaſtres dont elle fut ſuivie.

Après la défaite & la mort de cet Officier, on s'apperçut d'une autre bévûe du Miniſtére qui n'étoit pas moins groſſiére que celle qu'il avoit commiſe en le choiſiſſant pour Général : on eût dit que dans le nombre des Officiers qui avoient paſſé avec lui en Amérique, il n'y en avoit pas un ſeul qui méritât un commandement de cette importance.

Les Miniſtres qui avoient for-

mé le plan de cette campagne, avoient cru ſans doute que M. Braddock étoit tout à la fois invincible & immortel; ou bien ils lui auroient donné un ſecond capable, à ſon défaut, de conduire une Armée, pour empêcher que tous les ſuccès que l'on ſe promettoit de ſon courage, de ſa prudence & de ſes talens militaires, ne diſparuſſent avec ſa ſanté, s'il venoit à être attaqué de quelque maladie; ou que la perte d'un Général qui ne leur ſembloit pouvoir être vaincu que par la mort, ne donnât tout l'avantage aux Armées Françoiſes. L'événement ayant donc fait voir, malgré l'opinion con-

traire de nos Miniſtres, que M. Braddock n'étoit ni invincible ni immortel, les troupes Angloiſes reſtérent ſans chef; parce que, dans le nombre de leurs Officiers, il ne s'en trouva aucun à qui dût paſſer le commandement.

Pour moi je ne ſache rien qui prouve mieux ou la prévention qui rendoit aux yeux des Miniſtres M. Braddock ſupérieur à tous les événemens, & même à la mort, ou la prétendue inſuffiſance de tous les Officiers qui l'avoient accompagné en Amérique, que le choix qui fut fait de M. Shirley pour remplacer ce Général. M. Shir-

ley deſtiné dès ſa jeuneſſe à la Magiſtrature, en avoit ſoutenu le poids juſqu'à un âge aſſez avancé : différens changemens dans ſa fortune l'avoient conduit au Gouvernement d'une Province de la Nouvelle Angleterre. Il n'avoit jamais vû ni ſiége ni bataille ; & ſes talens dont il avoit toujours fait la plus heureuſe application à l'étude des Loix & aux autres parties néceſſaires à un Gouverneur, ne pouvoient promettre que des diſpoſitions très médiocres pour la conduite d'une Armée; quand ſa lenteur naturelle, ſes incertitudes & ſon goût ſédentaire ne l'en auroient pas rendu totale-

ment incapable. Ce fut à lui cependant que le Miniſtére Anglois donna par préférence le commandement des Armées du Roi en Amérique, avec les mêmes appointemens & la même paye que le feu Duc de Marlborough.

Qui pourroit manquer d'obſerver ici qu'il n'étoit pas poſſible de faire, parmi tous les Gouverneurs de l'Amérique, un choix qui fût tout à la fois plus déſavantageux pour nous, & plus favorable aux intérêts de notre Ennemi ? Il faut que la politique de nos Miniſtres ait une pente bien naturelle vers les écarts !

Le caractére de chacun des

autres Gouverneurs de l'Amérique étant entiérement ignoré des François, ils auroient naturellement ſuppoſé dans celui d'entre eux qui auroit été nommé Général (M. Shirley excepté) tous les talens & toutes les qualités néceſſaires pour le commandement d'une Armée ; & la confiance avec laquelle ils ſe répondoient de leurs ſuccès, en eût ſouffert quelque altération : mais M. Shirley étoit auſſi connu à Paris où il avoit réſidé longtems en qualité de Commiſſaire pour régler les limites de la Nouvelle Ecoſſe, qu'il l'étoit à Londres ; le Miniſtére François étoit parfai-

tement inſtruit de tout ce que ce Général pouvoit valoir : ainſi il n'y a pas lieu de s'étonner qu'il n'ait pas fait grande peur à ceux que ſa nouvelle dignité lui preſcrivoit de combattre.

On témoigna même à Paris une ſatisfaction toute particuliére du choix qu'on venoit de faire de lui en Angleterre pour remplacer M. Braddock ; & dans les premiers momens de cette nouvelle, les gens qui l'avoient connu s'en faiſoient de mutuels complimens lorſqu'ils ſe rencontroient, & ſe diſoient les uns aux autres ; que penſez-vous de ceci, Monſieur ? Le Miniſtére d'Angleterre a

nommé *notre ami* M. Shirley Général des Armées du Roi en Amérique.

Quoique les François appellent M. Shirley leur ami, je n'en voudrois pas inférer que ce Général fût prévenu en faveur de leur Nation : je ne le trouve pas non plus à blâmer d'avoir accepté une place si honorable & si lucrative ; la refuser, eût été un trait de désintéressement & de retenue dont il ne se seroit point trouvé d'exemple dans toute l'histoire du cœur humain.

Rien n'est plus naturel que le penchant qui nous porte à nous croire propres aux emplois dont

nosSupérieurs nous jugent capables. Sans le ſecours d'une opinion dont le charme eſt ſi puiſſant & ſi flatteur, combien de fois n'arriveroit-il pas qu'un Etat ſe trouveroit ſans Miniſtres ?

Pour remplir ſa deſtination, M. Shirley ſe rendit à Albany, où après avoir temporiſé longtems à l'exemple du célébre Fabius, il prit enfin la réſolution de marcher, toujours à pas comptés, vers le Lac Ontario; mais lorſqu'il y fut arrivé, il s'apperçut qu'il avoit fait encore trop de diligence, & ayant jugé qu'il n'y avoit rien à faire en cet endroit contre l'ennemi, il s'en

retourna comme il étoit venu, ſurmontant avec une merveilleuſe facilité tous les obſtacles qu'il rencontroit ſur ſa route. Ce fut ainſi que commença & que finit la campagne du Général Shirley, conformément aux prédictions de tous ceux qui avoient quelque connoiſſance de ſon caractére. Pour moi je prétends que c'eſt ſur celui qui a fait un mauvais choix que doit en retomber tout le blâme, & non ſur celui qui en eſt l'objet; pourquoi ne pardonneroit-on point au Général Shirley d'avoir échoué dans ſa Campagne, puiſque nos Miniſtres ont pû ſe tromper auſſi lourdement dans

le jugement qu'ils ont porté de ſon mérite ?

Ce qu'il y a encore de remarquable à cet égard, c'eſt que le choix que les Américains firent eux-mêmes d'un Général fut auſſi juſte & auſſi éclairé que l'avoit été peu celui du Miniſtére. Ce choix tomba ſur M. Johnſon, homme tout-à-fait propre à la guerre, & qui réunit tant de courage & de ſageſſe, tant d'activité & de modération, qu'il n'a peut-être qu'un très-petit nombre d'égaux parmi les Militaires de la premiére diſtinction.

Cet Officier à la tête de la Milice de la Province, fit le Gé-

néral * François prisonnier, & repoussa un corps de troupes ennemies beaucoup plus considérable que celui devant lequel M. Braddock avec ses troupes réglées avoit plié si honteusement. Si ce premier succès de M. Johnson ne produisit aux Colonies Angloises aucun autre avantage que la prise du Général ennemi, il ne faut l'imputer qu'à la discorde qui régnoit dans les Conseils des différentes Provinces, au retard indécent des munitions & des renforts qu'on devoit lui envoyer, & à beaucoup d'autres causes entre lesquelles on ne doit pas oublier l'envie

* Le Baron Dieskau.

qu'on

qu'on portoit à ſa gloire.

Tournons à préſent les yeux ſur ce qui ſe paſſoit ailleurs. Les Peuples de la Nouvelle Angleterre qui fixoient toute leur attention ſur la Nouvelle Ecoſſe, avoient réſolu de chaſſer l'ennemi de tous ſes forts dans cette partie de l'Amérique : en conſéquence le Général Winſlow & deux mille hommes de Milice ſe rendirent par mer à Halifax, & après avoir été joints par un corps de troupes réglées qui n'excédoit pas le nombre de trois cens hommes, ils prirent le fort de Beauſéjour ayant à leur tête le Colonel Monckton, & ils entrérent en même tems dans tous les au-

tres forts de la Province ſans y trouver aucune réſiſtance.

C'eſt ainſi que nous ſommes redevables des ſeuls avantages qu'ayent produit tous nos préparatifs en Amérique à un Général abſolument ignoré de nos Miniſtres, à une ſimple Milice d'Américains, & à une Campagne dont le projet appartient aux Provinces de la Nouvelle Angleterre, & dans laquelle elles ont fait voir que des ſecours d'hommes, d'argent & de vaiſſeaux de la part de la Grande-Bretagne, ne leur étoient pas indiſpenſablement néceſſaires pour réuſſir dans leurs opérations ; tandis que les

Généraux nommés par le Miniſtére ont été ſi honteuſement défaits, & que les Campagnes dont ce même Miniſtére avoit dreſſé le plan, n'ont ſervi qu'à rendre nos efforts mépriſables.

Telle fut dans l'année derniére l'heureuſe moiſſon de nos armes : la réduction d'une chétive Province, (Nouvelle Ecoſſe) la défaite de M. Braddock; la marche inutile de M. Shirley vers Oſwego ; la victoire remportée par M. Johnſon, mais dont faute de moyens il fut impoſſible de profiter ; & preſque auſſitôt la perte de ce Général, contraint par mille déſagrémens à quitter le ſervice.

La Campagne étant terminée d'une maniére ſi peu avantageuſe, l'objet le plus naturel de l'attention du Miniſtére devoit être d'envoyer au plutôt des renforts aux Colonies Angloiſes pour les mettre en état de repouſſer les François, de qui l'on ne pouvoit attendre que des efforts encore plus vigoureux pour l'été ſuivant ; puiſqu'on n'ignoroit pas qu'ils devoient recevoir d'Europe des troupes & des munitions pour ſe maintenir dans les établiſſemens qu'ils avoient faits ſur les derriéres des poſſeſſions Britanniques. Voyons donc ſi les Miniſtres prirent de juſtes meſures à cet égard, & s'ils

firent les diligences néceſſaires pour envoyer du ſecours à nos Compatriotes dans cette partie du Monde, qui doit être regardée comme la ſource principale de notre commerce & de nos richeſſes.

Les premiers ſoins que l'on donna à la ſureté de nos Colonies, conſiſtérent dans la création d'un Régiment Allemand qui devoit être levé en Europe pour être enſuite envoyé en Amérique. Les Officiers que l'on ſe propoſoit de donner à ce Corps, étoient des gens entiérement étrangers pour l'Angleterre, & à qui nos Droits & nos Priviléges devoient être très-indifférens;

des gens qui n'avoient pas fait le premier pas dans le métier de la guerre, & dont les yeux n'avoient encore été témoins d'aucun ſpectacle meurtrier ; des gens qu'il étoit par conſéquent indécent de préférer par une marque ſi diſtinguée de confiance, à des Officiers Anglois d'une fidélité & d'une bravoure reconnues; des gens enfin, en faveur de qui il eſt bien extraordinaire qu'on ait fait ſuſpendre par un bill particulier du Parlement, un des principaux articles d'un Acte relatif à l'établiſſement de la Maiſon régnante ſur le Trône de la Grande-Bretagne.

L'hiver étoit bientôt écoulé ;

on touchoit au printems : & point de Général de nommé. Il étoit même encore incertain qu'on dût envoyer des troupes Angloiſes au ſecours de l'Amérique; lorſqu'enfin le 15 Avril les tranſports mirent à la voile avec les Régimens d'Away & de Murray : mais c'étoit s'y prendre encore trop tard pour que les Colonies pûſſent tirer quelque ſervice de ce renfort avant la campagne prochaine ; à moins qu'à leur arrivée ces Régimens n'euſſent eu à combattre les François qu'ils auroient trouvé en poſſeſſion de la Virginie ou de quelque autre Province auſſi mal défendue.

Tandis que nos poſſeſſions en Amérique demeuroient, faute de Général, dans une auſſi déplorable ſituation, peut-on bien croire que nos Miniſtres ayent encore retenu juſqu'à la fin du mois de May celui qu'ils venoient de choiſir ? C'eſt cependant ce qu'ils n'ont point eu honte de faire.

Lorſque cet Officier * ſupérieur en autorité à tous les autres reçut enfin ſes ordres de partir, la ſaiſon étoit déja trop avancée ; & il n'eſt malheureuſement que trop probable qu'il n'aura pû faire cet été en Amérique aucun progrès de quelque importance.

* Le Lord Loudon.

C'étoit

C'étoit dans l'automne dernier qu'il falloit l'envoyer à ſa deſtination. Il étoit néceſſaire qu'avant de rien entreprendre dans un Païs qu'il ne connoiſſoit pas, il y eût fait au moins quelque ſéjour pour avoir le tems de s'inſtruire des diſpoſitions de chaque Province, d'apprendre à connoître le génie des habitans, de former ſur les lieux mêmes le plan de ſes opérations, & enfin de gagner la confiance de ceux qu'il devoit commander. C'eſt pourtant un homme de cette importance qu'on expédie le dernier de tous dans d'auſſi terribles conjonctures.

Combien de tems y a-t-il

encore qu'il eſt parti pour l'Amérique, ce Général ? Depuis deux mois M. Webb a pris le commandement des mains de M. Shirley; le Général Abbercrombie de celles de M. Webb; & tous deux enfin viennent d'être remplacés par le Lord Loudon : c'eſt par une conduite ſi ſage & ſi réfléchie que le Miniſtére Britannique ſait accomplir les Ecritures, qui diſent que le premier ſera le dernier, & que le dernier ſera le premier. Pour moi, je connois des gens, à l'abri cependant de tout ſoupçon d'infidélité, à qui l'on ne perſuadera jamais qu'un Officier chargé du commandement principal pour

la conduite d'une affaire, doive être moins inſtruit dans la nature de ſa commiſſion, qu'aucun de ceux qui lui ſont ſubordonnés.

Si le Lord Loudon fût parti le premier, & ſi M. Webb & le Général Abbercrombie l'euſſent ſuivi, au lieu de le précéder, tout eût été dans l'ordre; l'un & l'autre ſe ſeroient portés aux poſtes qu'il leur auroit marqués, & ſes diſpoſitions auroient été ſuivies par chacun d'eux ſans qu'il y eût eu rien en cela que de très-convenable; au lieu que par les arrangemens du Miniſtére, il faut que le Général ſuive à préſent le plan dreſſé par ſes

inférieurs, ou qu'il reſte dans l'inaction; car il eſt hors de doute que les préparatifs auront été trop avancés avant l'arrivée du Lord Loudon, pour qu'il ait pu y faire quelque changement conſidérable; je dis plus: M. Webb & M. Abbercrombie ſeront arrivés eux-mêmes trop tard ſur les lieux; & il aura fallu de toute néceſſité ſuivre encore pour cette campagne un plan d'opérations de la façon du Général Shirley. Milord Loudon exécutera des projets concertés par un homme également incapable d'attaquer, & de demeurer ſur la défenſive. Les lumiéres d'un brave & habile Offi-

cier ſeront ſubordonnées à celles d'un perſonnage qui a fait preuve de toute l'ignorance & de toute l'ineptie poſſible : ô que nos Miniſtres ſavent prendre de ſages meſures !

Mais doit-on être moins ſurpris de ſavoir que le 12 Juin tous les Capitaines & tous les Lieutenans du Régiment du Lord Loudon n'étoient pas encore partis de Porſtmouth ; & , ce qui n'eſt pas moins extraordinaire , que toutes les armes & toutes les munitions de guerre y étoient diſperſées de côté & d'autre ſur les quais , & que les tranſports ſur leſquels on devoit les charger , n'étoient pas encore

loués dans ce tems-là ? Je ne dis rien de cet ordre qui fait tant d'honneur à la cervelle d'où il part, d'embarquer tous les affûts sur un vaisseau, tous les canons sur un autre, tous les boulets sur un troisieme, & sur un quatrieme enfin tous les barils de poudre; par l'effet de cette distribution où l'on remarque tant d'adresse & de sagacité, & dont aucun Ministre n'a peut-être jamais donné d'exemple, le risque d'un malheur ou d'une attaque pendant la traversée s'étoit accru en raison quadruple; car si chaque article eût été reparti proportionnellement sur les quatre vaisseaux en question,

la perte d'un de ces vaiſſeaux n'auroit fait échouer qu'une quatrieme partie du projet, & le malheur ne ſe feroit accru qu'à proportion du nombre de vaiſſeaux qu'on auroit perdu ; au lieu que ſuivant les combinaiſons de cet arrangement tout-à-fait nouveau, un des quatre vaiſſeaux pris ou perdu rendoit les trois autres entiérement inutiles.

Je ne veux point non plus m'étendre ſur les avantages d'un certain marché de poudre achetée des Hollandois juſqu'à la quantité de cinq cens barils, & avec tant d'empreſſement, dans la crainte que les François ne

l'enlevaſſent pour eux, que pour s'en mieux aſſurer on ne ſe donna pas même le tems d'en faire l'eſſai ; poudre qui lorſqu'elle fut rendue en Angleterre, ſe trouva n'avoir pas plus de vertu que de la ſciure de bois.

Mais ces deux derniers articles ſont audeſſous de l'attention de Meſſieurs nos Miniſtres dont le mérite eſt ſi infiniment ſupérieur à celui des autres gens ; & je ne m'y ſuis arrêté que pour faire voir qu'il n'eſt point de qualités en eux qui ne s'accordent parfaitement au talent merveilleux qu'ils ont de connoître les hommes, & à leur habileté dans le choix des ſujets.

S'il eût manqué quelque chofe aux fubfides accordés par le Parlement, & que cela eût occafionné ces délais & ces négligences qui mettent dans un danger fi éminent tout ce que nous avons de mieux en poffeffions étrangéres, le Miniftére Britannique en auroit pu tirer quelque moyen plaufible de juftification: mais puifque notre Royal Maître, notre très-gracieux Souverain, dans fa harangue émanée du Trône, a daigné faire des remercimens à fon peuple pour les fecours vigoureux & efficaces qui lui avoient été accordés; fur quoi peut-on à préfent appuyer la défenfe de ceux qui ont

fait un emploi aussi mal raisonné de ces secours, & qui ont abandonné honteusement l'objet le plus essentiel aux intérêts de ce Royaume? Il seroit ridicule de dire quelle est la cause de ce délai; il n'y a personne en Angleterre, si ce n'est le Ministre, qui ait les yeux assez mauvais pour ne la point appercevoir.

Si donc le talent de connoître les hommes est plus nécessaire à un Ministre qu'à qui que ce soit, pour le guider dans le choix des sujets qu'il doit employer, apprenez par les exemples qui viennent d'être rapportés & qu'on n'a point choisis ex-

près, quels avantages vous devez attendre d'un Miniſtére qui ſe trompe par habitude, & qui donne toujours la préférence à ceux qui méritent le moins.

Après avoir fait connoître par quelles fautes énormes d'attention le Miniſtére Britannique a manqué de pourvoir à la ſûreté des Colonies de l'Amérique, ſans le commerce deſquelles la Grande-Bretagne tomberoit bientôt dans un état de langueur qui la conduiroit à un total anéantiſſement ; après avoir prouvé que les modiques & foibles ſecours envoyés en Amérique depuis la défaite de Braddock, y arriveront trop tard pour rétablir nos

affaires ; examinons ce qui s'est passé en Europe pendant ce tems-là, & quelles mesures on a prises pour garantir des coups de l'ennemi, non seulement la Grande-Bretagne & l'Irlande, mais même un autre Etat * qui n'appartient point à la Couronne, & qui jusqu'à cette heure n'a pas été d'une grande ressource pour la Nation.

En 1755 pendant tout le tems qui s'écoula depuis le message aux deux Chambres & la prorogation du Parlement du 28 Avril, il ne fut fait aucune augmentation dans les troupes : on ne passa aucune loi pour armer

* L'Electorat d'Hanovre.

les ſujets de la Grande-Bretagne, & pour les mettre en état de déconcerter tous les projets d'invaſion dont ils étoient menacés ; négligence dont on doit craindre le plus funeſte effet pour l'avenir. A quoi ſongea-t-on ? à recevoir les ſommes immenſes qu'on s'étoit fait accorder ; & au ſurplus, quelques armemens par leſquels on eſſaya de rendre notre marine reſpectable, occupérent toute l'attention du Miniſtére.

Sa Majeſté, après avoir fermé la ſeſſion, partit pour Hanovre le jour même, tant les momens lui étoient chers : ni les menaces des François, ni les préparatifs qu'ils

faiſoient pour une invaſion, ni les riſques de toute eſpéce qui menaçoient la navigation de ſa Perſonne ſacrée, ne purent l'empêcher de paſſer les mers pour aller travailler elle-même à mettre ſes chéres poſſeſſions en état de défenſe. Pendant le ſéjour de Sa Majeſté à Hanovre, voyons à quoi s'occupérent les Miniſtres qu'il avoit commis au ſoin de ſes Royaumes. Les libertés du Peuple violées; les Matelots découragés par d'indignes traitemens; des Eſcadres armées pour n'être d'aucun uſage à la Nation; l'Iſle de la Grande-Bretagne laiſſée ſans aucune défenſe qui la raſſurât contre une deſ-

cente que les ennemis pouvoient d'un moment à l'autre effectuer ; ce fut à quoi se réduisirent tous les efforts de ces dépositaires des intérêts & de la gloire de notre Monarque absent.

Mais avouons-le à la louange du Ministére Britannique, les défauts de son administration dans l'intérieur de l'Etat furent bien réparés par l'attention qu'il donna aux intérêts de l'Angleterre sur le Continent. Il y conclut deux Traités qui devoient être plus féconds en avantages de toute espéce pour la Nation, que ne l'avoient été tous les Traités précédens ; l'un avec l'Impéra-

trice de Russie, l'autre avec le Landgrave de Hesse-Cassel; celui-ci signé à Hanovre le 18 Juin 1755, & le premier signé à Petersbourg le 30 Septembre de la même année.

Le premier article du Traité avec la Russie confirme celui de 1744, par lequel l'Impératrice avoit promis de fournir au Roi de la Grande-Bretagne dix mille hommes d'Infanterie & deux mille de Cavalerie, s'il arrivoit que les Etats de Sa Majesté fussent attaqués, ou de lui donner en argent cinq cens mille roubles par année tant que le danger subsisteroit. Comme on ne s'est servi ni de l'une ni de

l'autre

l'autre de ces reſſources pendant la derniére rébellion en Ecoſſe, il eſt, je crois, tout naturel de conclure que ce Traité ne regardoit uniquement que l'Electorat de Hanovre ; autrement il ne ſeroit pas poſſible de juſtifier le Miniſtére d'avoir négligé, dans un tems où nos fonds publics étoient preſque totalement épuiſés, de demander l'exécution d'un article ſi avantageux à la Grande-Bretagne, & qui n'auroit été ſtipulé que pour elle.

Comme ces ſecours n'ont pas été trouvés ſuffiſans dans l'occurrence préſente, on les a fait monter juſqu'au nombre de cinquante-cinq mille hommes, dont

quarante mille d'Infanterie & le reſte de Cavalerie : & l'on y a fait ajouter quarante ou cinquante galéres qui ſeront toujours prêtes pour agir aux premiers ordres.

Outre ce qui a déja été dit relativement au Traité de 1744, qui a été pris pour la baſe de celui-ci ; le quatrieme article de ce ſecond Traité fait voir bien clairement que le premier n'avoit été conclu qu'en faveur de l'Electorat de Hanovre.

Il porte que les troupes & les galéres en queſtion ne ſe mettront en mouvement que quand Sa Majeſté Britannique ou ſes Alliés ſeront attaqués ; & qu'a-

lors l'Officier chargé du commandement, auſſitôt qu'il en aura été requis par Sa Majeſté, fera une diverſion avec trente mille hommes d'Infanterie & les quinze mille de Cavalerie, & qu'en même tems il fera embarquer les autres dix mille hommes d'Infanterie ſur les galéres pour faire une deſcente dans les lieux où les circonſtances le demanderont.

Le ſecond article par lequel on ſtipule que ces troupes ſeront toujours tenues toutes prêtes ſur les frontiéres de Livonie, & que les galéres croiſeront ſur les côtes de cette Province, prouve avec la même évidence

qu'on n'avoit d'autre intention que de faire une invasion chez le Roi de Prusse, si ce Prince fût venu à tourner ses armes du côté de l'Electorat de Hanovre; ou bien il faut qu'on ait commis une absurdité des plus extravagantes, en convenant que ce Général feroit une diversion avec trente mille hommes d'Infanterie & quinze mille de Cavalerie aussitôt qu'il en auroit été requis par Sa Majesté: car, ces troupes obligées de faire immédiatement après la requisition, la diversion dont il s'agit, ne pourroient se porter en France en moins de six mois, s'il falloit empêcher les François de

faire une descente en Angleterre ; ainsi cette diversion qui doit être exécutée dans le moment même qu'elle sera demandée de la part de la Grande-Bretagne, ne peut avoir la France pour objet ; & d'un autre côté, on ne peut pas supposer non plus qu'on entende par cet article, que la diversion se fera en marchant au secours de la Grande-Bretagne ; à moins que le Ministre qui ne savoit pas il y a un an que Cap-Breton fût une Isle, ne se soit trouvé ignorer encore dans le tems que ce Traité a été conclu, que la Grande-Bretagne étoit environnée de l'Océan.

Autre preuve : les galéres ne

ſont point des bâtimens propres à tranſporter des troupes ſur l'Océan ; ainſi la convention que ces galéres ſeroient toujours tenues prêtes à faire une *deſcente* ſuivant l'exigence des cas avec dix mille hommes de troupes, prouve que ces mêmes dix mille hommes ſont deſtinés à ſe joindre aux quarante-cinq mille autres pour quelque expédition que ce ſoit, excepté pour faire une invaſion en France & pour porter du ſecours en Angleterre. Mais qu'on examine la nature du mot *deſcente* : ce mot préſente toujours une idée d'aggreſſion & d'hoſtilité ; il ne peut donc ſignifier qu'on débarquera

les Ruſſes en Angleterre comme amis : & d'un autre côté, ſi l'on fait attention au nombre de dix mille hommes, on verra bien qu'il eſt trop peu conſidérable pour exécuter une entrepriſe de cette eſpéce ſur les côtes de France.

Pourſuivons : en conſéquence de cette convention, qui n'a pour objet que la défenſe de l'Electorat de Hanovre, la Grande-Bretagne doit payer à l'Impératrice de Ruſſie cent mille livres ſterling par an pendant quatre années de ſuite en tems de paix ; & ce ſubſide annuel doit monter à la ſomme de cinq cens mille livres ſterling, auſſi-

tôt que les troupes Ruſſes auront paſſé les frontiéres de leur pays : & en conſidération de cette augmentation, l'Impératrice ſe charge du payement ainſi que de l'entretien & du tranſport de ſes troupes dans tous les endroits où la Grande-Bretagne ordonnera qu'elles ſe rendent : elle s'engage de plus à ne les point rappeller que le Traité ne ſoit expiré, quand même elle ſe trouveroit attaquée dans ſes Etats.

Qui n'apperçoit pas encore dans cet article une preuve manifeſte que le Traité n'a nullement pour objet le tranſport des Ruſſes en Angleterre? La paye d'un

d'un nombre égal de troupes Angloiſes dans la même proportion d'Infanterie & de Cavalerie, ſe monteroit chaque année à un million ſept cens mille livres ſterling : or je demande ſi l'Impératrice des Ruſſies ſe ſeroit engagée pour un ſubſide moindre que le tiers de cette ſomme à entretenir ſes troupes en Angleterre, où les vivres ſont ſi chers, & où la paye de chaque ſoldat national ſuffit à peine pour ſa ſubſiſtance ? Non ſeulement il répugne au bon ſens que l'Impératrice ait pu faire un marché de cette nature, qui ne tendroit à rien moins qu'à faire mourir de faim ſes ſujets :

mais il eſt démontré impoſſible que dans une ſi modique ſomme elle eût trouvé même de quoi tranſporter ſes troupes en Angleterre; puiſque c'eſt un objet dont la dépenſe ſeule conſommeroit la totalité du ſubſide.

Il eſt vrai que par le onzieme article de ce Traité (article qui fait honneur à l'humanité) on a ſtipulé pour les Ruſſes une liberté entiére de mettre au pillage tous les lieux par où ils paſſeroient, & qu'une confédération auxiliaire de cette nature qui, ſur ce point, ne manqueroit pas d'être fidélement miſe en exécution, ſeroit en Angleterre pour les troupes Ruſſes un am-

ple dédommagement de la modicité de leur paye. Mais qui pourra croire qu'un Miniſtére auſſi éclairé que le nôtre ſur ſes propres intérêts, ait voulu par une convention pareille aſſocier des étrangers à ſes rapines ?

Cette ſeule contradiction prouveroit que le Traité n'auroit point été fait pour la Grande-Bretagne; mais, ſujets infortunés! nous ſommes toujours condamnés à un deſtin plus rigoureux que ne fut celui de nos premiers peres après leur rébellion; puiſque non ſeulement nous gagnons notre pain à la ſueur de notre front, mais que nous travaillons encore à en ga-

gner pour d'autres qui n'ont aucun droit ſur nous, & avec qui nous n'avons aucune ſorte d'engagemens : ainſi, Peuple Anglois, on prendra tous les ans ſur votre induſtrie & ſur votre commerce un demi-million ſterling pour aſſurer aux ſujets de l'Electorat de Hanovre la plus complette tranquillité.

S'il eſt des gens qui s'obſtinent à croire, malgré toutes ces preuves, que le Traité avec la Ruſſie a quelque rapport immédiat à la défenſe & à la ſûreté de la Grande-Bretagne, je le veux croire avec eux ; mais je vais leur faire voir au moins que ce Traité ne fait pas briller autant qu'ils

peuvent ſe l'imaginer, la ſageſſe du Miniſtére Britannique.

Dans le nombre preſque infini de précautions que tous les grands Miniſtres qui ont fait des Traités, n'ont point négligé de prendre, il en eſt deux ſurtout qu'ils n'ont oubliées en aucun cas : la premiére, c'eſt que dans tous les Traités poſtérieurs à d'autres Traités, on ne les a jamais vûs contracter avec une Puiſſance plus foible une alliance qui détruisît les avantages de leurs Traités antérieurs avec une Puiſſance plus forte : car un Miniſtre qui manque à cette attention perd de plus en plus de ſon crédit à meſure qu'il fait l'ac-

quiſition d'un nouvel Allié. Ce qui eſt à peu près auſſi avantageux à un Etat, que le refus qu'on fait aux peuples de leur donner des armes pour ſe défendre pendant la guerre, & de les contraindre à s'abandonner à des étrangers mercenaires. La ſeconde, c'eſt que dans tous les Traités que fait un Miniſtre, ſon objet principal doit toujours être de maintenir l'honneur & l'intérêt de la Nation qu'il ſert; & lorſque cette régle n'eſt pas obſervée, il en eſt des Etats comme des joueurs qui ſont pris pour dupes, & ils deviennent l'objet de la dériſion de toutes les Têtes couronnées.

C'eſt à nous à voir à préſent ſi ces deux maximes ſi eſſentielles ont été miſes en pratique avec quelque diſcernement par le Miniſtére Britannique dans les Traités qu'il a faits tant avec la Ruſſie qu'avec le Landgrave de Heſſe-Caſſel & le Roi de Pruſſe.

Afin de nous rendre cet examen plus facile, plaçons les choſes dans la ſituation où elles étoient lorſqu'il n'étoit pas encore queſtion de ces différens Traités.

Avant celui de la Ruſſie, toute l'appréhenſion des Miniſtres d'Angleterre étoit que le Roi de Pruſſe ne voulût profiter des différends qui s'élevoient entre la

France & la Grande-Bretagne, & qu'il ne s'emparât de l'Electorat de Hanovre. Cette entreprise du Roi de Prusse, quoiqu'elle ne nous regardât point, & ne dût par conséquent nous affecter en aucune maniére, devenoit cependant, à cause de la guerre du Continent, une circonstance très-embarrassante pour les Ministres de cette Nation qui donnent une préférence si constante aux intérêts de Hanovre sur ceux de la Grande-Bretagne.

Ce fut pour se tirer de cet embarras qu'ils conclurent le Traité en question avec la Russie, & il est vrai que ce renouvelle-

ment d'alliance donna aux affaires une tournure des plus favorables pour l'Electorat de Hanovre; car le Roi de Prusse, qui auparavant avoit cru toucher au moment de donner de l'étendue à ses domaines, dut craindre, dès qu'il eut la nouvelle de ce Traité, qu'au lieu degagner, il n'y eût pour lui désormais beaucoup à perdre.

Il faut encore avouer, en faveur de ce Traité avec la Russie, qu'il contenoit les deux avantages qu'on doit chercher dans toutes les alliances; puisque d'un côté il augmentoit le crédit de l'Electorat de Hanovre qui en étoit l'unique objet, & que de

l'autre il faiſoit beaucoup d'honneur aux Miniſtres qui l'avoient conclu; ſi cependant des gens qui négligent l'Etat qu'ils ſervent pour donner toute leur attention à un Etat étranger, méritent une pareille récompenſe.

Il eſt conſtant que les cinquante-cinq mille hommes de troupes Ruſſes augmentoient la puiſſance des Hanovriens & de leurs Alliés, & que le Roi de Pruſſe qu'ils regardoient comme leur ennemi, & de qui les intérêts ſont auſſi oppoſés à ceux de la Maiſon d'Autriche que le feu eſt contraire à l'eau, devoit prendre aſſez d'ombrage de cet accroiſſement des forces de Ha-

novre, pour craindre que l'Impératrice-Reine ne regardât ce moment comme le plus favorable au desir dont elle brule toujours de ravoir la Silésie: fleuron de son Diadême Impérial qu'elle ne peut se consoler d'avoir perdu. En même tems donc que la crainte de la Russie ôtoit au Roi de Prusse la faculté d'inquiéter l'Etat de Hanovre, les liaisons de cet Electorat avec l'Impératrice-Reine, qui trouvoit ce Traité fort à son gré, devenoient plus étroites que jamais; & la Cour de Vienne se promettoit l'assistance des Russes pour reconquerir la Silésie, s'il arrivoit au Roi de Prus-

ſe de s'intéreſſer dans la querelle qui venoit de s'élever entre la Grande-Bretagne & la France ; elle comptoit même les employer à défendre les Pays-Bas, ſi les François tournoient leurs armes vers cette partie de ſes domaines. Le Roi de Pruſſe ſe trouvoit donc par le moyen de ce Traité entre la Grande-Bretagne & la Ruſſie, poſitivement dans le même embarras d'où l'Electorat de Hanovre venoit de ſe tirer.

Si d'un côté le Miniſtére Anglois ne devoit ſonger qu'à contenir le Roi de Pruſſe dans les entraves où le mettoit ce Traité, d'un autre côté le principal

objet de ce Monarque devoit être de s'en dégager le plutôt qu'il lui ſeroit poſſible. Voyons à préſent laquelle des deux Cours, de Berlin ou de Londres, a ſçû rendre à la fin ſes efforts plus efficaces.

Perſonne au monde n'appercevoit mieux que le Roi de Pruſſe, combien le Traité entre la Grande-Bretagne & la Ruſſie faiſoit pancher la balance du côté de Hanovre & de l'Autriche: il s'appliqua donc à imaginer quelque moyen de remettre les choſes dans un état plus favorable à ſes intérêts, & qui rendît ſa ſituation moins embarraſſante.

Le parti qu'il prit en conséquence & de ſon propre mouvement, ſans aucune ouverture (au moins on le dit ainſi) de la part de l'Angleterre, fut de nous propoſer de faire avec lui un Traité; propoſition ſur laquelle il fut pris au mot, comme ſi rien n'eût été plus ſalutaire pour nous, & qui fut ſuivie de la concluſion du Traité.

Il eſt bon de remarquer que dans le même tems l'Angleterre étoit inondée d'un déluge d'écrits, dans leſquels le Traité précédent avec la Ruſſie étoit exalté juſqu'aux cieux, & où des bavards mercenaires s'épuiſoient en exclamations ſur la ſa-

geſſe de nos Miniſtres dans l'heureuſe concluſion d'une alliance ſi longtems deſirée, & dont les ſuites, diſoient-ils, devoient être auſſi glorieuſes pour nous qu'humiliantes pour le Roi de Pruſſe. Examinons à préſent ſi ce Traité ſubſéquent avec ce Prince a produit de ſon côté tous les avantages qu'on en attendoit & qu'on avoit fait ſonner ſi haut, ou plutôt ſi comme un frêlon venimeux, il ne nous a pas laiſſé ſon aiguillon au lieu de miel.

Les deux principaux articles de ce Traité portent; le premier, que la Grande-Bretagne avec ſes Alliés d'un côté & le Roi de

Pruſſe de l'autre, ſe préteront un mutuel ſecours pour empêcher toutes les troupes étrangéres d'entrer dans l'Empire ; le ſecond, que la Grande-Bretagne payera vingt mille livres ſterling pour indemnité de la capture des marchandiſes trouvées ſur les vaiſſeaux Pruſſiens, & qui ont été condamnées & vendues pendant la derniére guerre, & qu'en retour le Roi de Pruſſe payera l'hypotéque de la Siléſie.

C'eſt ici qu'on voit du premier coup d'œil que tout l'avantage qui devoit revenir aux Autrichiens & Hanovriens de notre alliance avec la Ruſſie, diſparoît

paroît néceſſairement devant ce Traité poſtérieur avec le Roi de Pruſſe : en effet, le Miniſtére Britannique détruit par ce dernier Traité tout l'effet du premier ; puiſqu'il étoit convenu dans celui-là que les Moſcovites ſeroient employés dans l'Empire à ſoutenir & à défendre l'Electorat de Hanovre, & que dans celui-ci il s'engage à fruſtrer ce même Electorat de leur aſſiſtance. Ainſi, ces Miniſtres qui s'étoient fait tant d'honneur d'un Traité qui les aſſuroit de l'appui de la Ruſſie en Allemagne, ſurpris par le Roi de Pruſſe négociateur plus fin qu'eux, ſe ſont engagés à s'op-

poſer à l'entrée de ces mêmes troupes dans un pays où ils s'étoient fait promettre leur ſecours.

Je demande ſi le Roi de Pruſſe, par ce ſeul article, ne s'eſt pas vû délivré de toutes les frayeurs que lui avoit donné le Traité avec la Ruſſie ?

L'Impératrice entroit-elle en Siléſie, il n'avoit d'autre ſoin à prendre que de ſonger à s'oppoſer à ſes progrès ; parce que ſon Traité avec les Miniſtres de la Grande-Bretagne l'aſſuroit qu'ils tiendroient en reſpect les troupes de la Ruſſie, & diſſipoit par conſéquent toutes ſes craintes de ce côté-là. Ce change-

ment de ſyſtême donna, comme de raiſon, un très-grand dégoût à l'Impératrice-Reine pour nos Miniſtres : elle ſe voyoit abandonnée & ſes intérêts trahis ; l'alliance d'une Puiſſance plus foible étoit préférée à la ſienne; ſon amitié étoit rejettée pour celle du Roi de Pruſſe ; en falloit-il davantage pour la convaincre de la foibleſſe du Miniſtére Britannique & pour lui faire naître l'idée de ſe lier avec une Puiſſance plus ſage & plus reſpectable que la Grande-Bretagne ? C'eſt ainſi que le Traité avec le Roi de Pruſſe a détruit l'unique avantage que donnoit ſur ce Prince aux Etats de la

Grande - Bretagne & de Hanovre le Traité avec la Ruſſie, & que ce Royaume auſſi-bien que l'Electorat ont perdu l'amitié de la Maiſon d'Autriche pour avoir contre toutes les régles, préféré une alliance plus foible à une plus forte.

Suppoſons à préſent que ce Traité de la Grande-Bretagne avec la Pruſſe n'empêche point la France de porter ſes armes dans l'Electorat de Hanovre ; de quel ſecours ce Traité pourra-t-il être pour cet Electorat ? Les Miniſtres Britanniques & Hanovriens ſe repoſeront-ils entiérement ſur ſon efficacité, & mettront-ils aſſez de confiance dans

les forces du Roi de Pruſſe pour nepointêtreallarmésdes deſſeins de la France ſur les Etats de Hanovre? ou s'ils ſont dans une parfaite ſécurité à cet égard, & s'ils réglent leur conduite en conſéquence, je demande ſi le Roi de Pruſſe abandonnera ſes Etats pour défendre ceux de Hanovre, & s'il trouvera plus à propos de faire marcher ſon armée à leur ſecours, que de la laiſſer dans la Siléſie, où les vûes de l'Impératrice-Reine la lui rendent ſi néceſſaire?

Non, il n'entrera jamais dans l'eſprit de qui que ce ſoit, que dans une occurrence pareille nos Miniſtres donnent au Roi

de Prusse une confiance si outrée, ou que ce Prince abandonne ses intérêts pour mettre ceux des autres à couvert.

S'il arrive donc que les François, s'embarrassant peu de notre Traité avec la Prusse, envoyent une armée dans l'Electorat de Hanovre, & que, en conséquence de notre Traité avec la Russie, nous invitions cette Puissance à nous donner les secours convenus pour les Païs Electoraux ; de quelles conventions opposées & contradictoires ne s'appercevra-t-on pas que ces deux Traités sont remplis ?

Par celui que nos Ministres ont fait avec la Prusse, ils sont

dans l'obligation d'exclure tous les Etrangers, & par conséquent les Russes, de l'Empire d'Allemagne; & leur alliance antérieure avec la Russie appelle les Russes dans ce même Empire d'Allemagne pour y défendre l'Electorat de Hanovre.

Ainsi les troupes Russiennes, qui, suivant notre Traité avec l'Impératrice, ne peuvent se dispenser de venir comme amis secourir les Hanovriens, trouveront dans ces mêmes Peuples des ennemis qu'un Traité avec la Prusse fera marcher au devant d'eux, pour les contraindre à retourner sur leurs pas.

Si d'un côté les troupes Fran-

çoiſes s'avancent vers l'Electorat de Hanovre, & que d'un autre les Ruſſes accourent pour le défendre, les Hanovriens qui ne pourront ſe refuſer à l'exécution du Traité avec la Pruſſe, ſeront obligés de tuer amis & ennemis.

L'alliance de ces Peuples avec le Roi de Pruſſe les mettant dans la néceſſité d'empêcher les Ruſſes d'entrer dans l'Empire, dès le moment que l'Impératrice de Ruſſie aura fait mettre ſon armée en marche, conformément au Traité, pour aller ſecourir l'Electorat de Hanovre, il faudra que ces infortunés Hanovriens pour ſatisfaire au Traité du Roi

de

de Pruſſe, partageant leurs troupes avec ce Monarque, en faſſent marcher la moitié au-devant des Ruſſes leurs Alliés, pour les empêcher d'entrer dans l'Empire, & qu'ils ſe ſervent de l'autre moitié pour arrêter les progrès des François leurs ennemis : voilà ce qui s'appelle un exemple de la politique la plus profonde & la plus recherchée.

Par des meſures ſi ſages, nos Miniſtres ont réduit les Hanovriens à ſe paſſer du ſecours de la Ruſſie : car ſi le Traité avec le Roi de Pruſſe a ſon entiére exécution, il ne ſera pas poſſible aux Ruſſes d'agir en leur faveur : & ſi nonobſtant le Traité on

inſiſte à appeller les Ruſſes, on ne pourra ſe diſpenſer au moins de donner au Roi de Pruſſe la moitié des Hanovriens, pour empêcher ces mêmes Ruſſes de venir.

Ainſi, par la vertu de ce même Traité, l'Electorat de Hanovre ſe verra fruſtré de la moitié des troupes qu'il pourroit oppoſer à ſes ennemis les François; parce qu'il faudra qu'il les emploie contre les Ruſſes ſes amis.

Telles ſont les conſéquences néceſſaires des Traités avec la Ruſſie & la Pruſſe, ſi l'on veut les exécuter tous deux avec une même fidélité. Ou les Hano-

vriens repoufferont également François & Ruffes, qui fe difpoferont à entrer dans l'Empire; ou le Roi de Pruffe fera dégagé de toutes les obligations qui fubfiftent entre lui & la Grande-Bretagne; parce que les Hanovriens auront été les premiers Infracteurs du Traité: or comme il eft impoffible par la nature des chofes que les Hanovriens marchent contre les Ruffes qu'ils ont appellés à leur fecours, il s'enfuit que le Roi de Pruffe doit refter dans l'inaction; parce qu'il feroit plus de tort aux Hanovriens en prenant la moitié de leurs troupes pour réfifter aux Ruffes, qu'il ne leur

pourroit rendre de ſervice en les aſſiſtant contre les François.

Toute la prévoyance & toute l'habileté de nos Miniſtres dans cette union entre la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, ne ſervent donc qu'à délivrer ce Prince des vives appréhenſions auxquelles l'aſſerviſſoit le Traité avec la Ruſſie : il ne redoute plus aucun des fâcheux événemens dont ſa Siléſie étoit menacée par cette alliance ; & il eſt libre de tous ſes engagemens avec nous par les conditions de ſon Traité qu'il eſt preſque impoſſible de mettre en exécution. Seroit-il même bien décidément impoſſible, que par l'effet de cette

alliance, ce Monarque fût soutenu contre la maison d'Autriche par ces mêmes Russes que nos Ministres avoient soudoyés d'abord pour les lui opposer ?

D'un autre côté nos Ministres, en rejettant tous les avantages de leur Traité avec la Russie, & en se séparant des intérêts de la Maison d'Autriche, ont offensé griévement l'Impératrice-Reine ; ils se sont mis, par leur alliance avec une Puissance plus foible, entiérement hors d'état de résister aux François en Allemagne ; ils ont réuni les Maisons d'Autriche & de Bourbon après avoir sacrifié trois cens millions pour entretenir leur opposition

réciproque : quel tiſſu honteux de bévûes & d'abſurdités !

Après avoir fait voir quel doit être l'effet du premier article par rapport à l'Electorat de Hanovre, examinons en quoi le ſecond peut être avantageux à la Grande-Bretagne. Nos Miniſtres y promettent de donner au Roi de Pruſſe vingt mille livres ſterling pour les marchandiſes trouvées ſur les vaiſſeaux Pruſſiens condamnés & vendus pendant la derniére guerre ; & ce Prince s'y engage à payer aux Sujets de la Grande-Bretagne le reſte de l'hypotéque de la Siléſie. Il eſt aiſé de démontrer que ce ſecond article n'eſt ni moins

ridicule ni moins abſurde que le premier, & qu'il aura peut-être des ſuites plus fâcheuſes : en effet, il renverſe par le fondement tout le commerce de la Grande-Bretagne, puiſqu'il nous fait perdre le ſeul avantage que nous puiſſions tirer d'une marine ſupérieure en tems de guerre.

Les marchandiſes pour leſquelles on s'engage par ce Traité à donner une indemnité, avoient été condamnées & vendues comme étant de bonne priſe. La juſtice de cette condamnation avoit été ſoutenue, & nos droits défendus dans une Lettre de nos Miniſtres à ceux du Roi de Pruſſe, & dans un Mémoire donné par

un Juriſconſulte dont le mérite & la ſcience font honneur à la Nation. On avoit prouvé dans ces deux piéces que la proſpérité & même le ſalut de la Grande-Bretagne regardée comme Puiſſance maritime, dépendoient entiérement de la conſervation de ſon droit ſur ſes captures; & cette opinion étoit conforme au ſentiment de tout ce qu'il y avoit de gens éclairés dans le Royaume.

La reſtitution ſtipulée de ces priſes eſt donc non ſeulement contraire à nos plus juſtes droits, mais encore à toutes les régles du bon ſens & de la plus ſaine politique. Je vais plus loin; elle

prouve ou qu'il ne nous appartient pas de ſaiſir des munitions de guerre qui ſe trouvent deſtinées pour nos ennemis ſur des vaiſſeaux neutres, & que les jugemens des Nations contrevenantes ſont plus valides que ceux de la Grande-Bretagne ; ou que notre Miniſtére eſt ſi foible & ſi mépriſable, qu'il n'y a point de petit Prince, quelque peu reſpectable qu'il ſoit à la mer, qui n'oſe nous diſputer nos droits les plus inconteſtables, & qui ne nous demande avec arrogance les ſatisfactions qu'il devra le moins prétendre.

Un défaut pareil de prévoyance & de fermeté peut-il manquer

de produire les plus mauvais effets dans le commencement d'une guerre ? Il eſt tout naturel que le Roi de Pruſſe inſiſte déſormais ſur le droit de porter dans ſes vaiſſeaux à nos ennemis tous les effets de contrebande qu'ils voudront ſe procurer. Les Hollandois, les Danois, les Suédois, les Ruſſes, enfin toutes les Puiſſances maritimes demanderont bientôt le même privilége ; & ſi, nonobſtant leurs prétentions, nous nous emparons de leurs vaiſſeaux dans les cas où les priſes pourront être le plus valables, nous attirerons infailliblement ſur nous le reſſentiment & les armes de toute l'Europe.

De quel avantage peut donc être pour la Grande-Bretagne le payement de l'hypotéque de la Siléſie, ſi elle eſt obligée de l'acheter par la perte abſolue de ſon commerce ? Et comment nous ſera-t-il poſſible d'affoiblir celui de la France notre ennemie, ſi nos Miniſtres permettent aux Nations neutres, non ſeulement de faire le tranſport de ſes productions & de ſes marchandiſes ordinaires ou de celles de ſes Colonies, mais même de lui fournir toutes les munitions de guerre dont elle aura beſoin pour nous enlever notre liberté & notre commerce ? J'eſpére au moins qu'alors nous renonce-

rons à de ridicules prétentions ſur l'Empire des mers.

Ainſi par le premier article les Miniſtres de ce Royaume ont rendu inutile tout ce que le Traité avec la Ruſſie contenoit de plus avantageux pour l'Electorat de Hanovre ; & dans celui-ci l'honneur & les intérêts de la Nation ſuccombent ſous leurs coups, & ſa gloire reçoit de leurs propres mains une honteuſe flétriſſure. Que de motifs pour admirer leur ſageſſe & l'étendue de leurs lumiéres! Ils ont forcé la Maiſon d'Autriche à ſe détacher de nos intérêts & à embraſſer ceux de la France : ils ont fait avec le Roi

de Pruſſe un Traité dont chaque article porte ſa nullité : ils ont ouvert de toutes parts l'Electorat de Hanovre aux invaſions des François : ils ont abîmé le commerce de la Grande-Bretagne, & ils ont rendu nos armes & nos réſolutions également mépriſables auprès de tous les Peuples de l'Europe.

Après avoir ſur quelques points expoſé les pernicieux effets que doit produire l'alliance avec le Roi de Pruſſe, cherchons à préſent quels avantages peut trouver la Grande-Bretagne dans celle où on l'a engagée avec le Landgrave de Heſſe-Caſſel ; & rendons au Miniſtére le tribut

d'éloges qu'il mérite pour avoir conclu ce dernier Traité, comme pour en avoir rempli les engagemens.

Arrêtons-nous au principal article. Le Landgrave de Hesse fournira à la Grande-Bretagne, selon la réquisition qui lui en sera faite, ou huit ou douze mille hommes de ses troupes dont un sixieme sera de Cavalerie, & la Grande-Bretagne sera seule chargée du payement de ces secours, quoiqu'ils soient destinés pour ses Alliés aussi bien que pour elle.

On a vû plus haut que l'accroissement des forces d'un Etat & le maintien de sa gloire sont

deux points eſſentiels pour donner quelque prix à un Traité ; mais je doute qu'il y en ait aucun de parfait ſans une troiſieme condition, qui conſiſte dans le ménagement des fonds publics, objet de l'attention continuelle des habiles négociateurs.

C'eſt ſur cette économie nationale que je veux juger le Traité de nos Miniſtres avec le Landgrave de Heſſe, & que je déciderai ſi cette nouvelle alliance eſt plus ou moins avantageuſe à la Grande-Bretagne que celle qu'ils ont conclue avec le Roi de Pruſſe.

Le cinquieme article porte que

chaque Cavalier ſera d'abord acheté autour de vingt liv. ſterling, & chaque Fantaſſin ſept, ou environ; ce qui fait en tout approchant de cent douze mille livres ſterling qu'il faut employer à la levée de ces troupes. De plus le Landgrave touchera chaque année une ſomme de trente ſept mille livres ſterling avant même que ſes troupes ſe mettent en marche ; & auſſitôt qu'elles y ſeront , ce ſubſide annuel ſe montera à ſoixante & quatorze mille juſqu'à ce que les troupes en queſtion ſoient payées ſur le pied de celles de Hanovre ou d'Angleterre ; & alors le ſubſide rebaiſſera juſ-
qu'à

qu'à trente-ſept mille livres ſterling pour remonter encore jusqu'à la ſomme de ſoixante & quatorze mille, lorſque les troupes ſeront renvoyées, ce qui ſubſiſtera ſur ce pied pendant toute la durée du Traité qui eſt de quatre ans.

Dans cet intervalle, tout ce qui mourra d'hommes & de chevaux par maladie ou des coups de l'Ennemi, ſera payé au Landgrave dans la proportion de deux hommes pour un cheval : ſujet intéreſſant de conſidération pour les Troupes des Princes d'Allemagne.

On tiendra compte auſſi au Landgrave de tout *deficit* dans

ſon Artillerie, & tout lui ſera payé très-cher juſqu'à un fuſil ou même une bayonnette.

Par le dixieme article on promet de renvoyer les troupes du Landgrave, dès qu'il aura quelque attaque à craindre dans ſes Etats.

Suppoſons à préſent, par déférence pour nos Miniſtres, que les Ruſſes ayent été, auſſi-bien que les Heſſois, obligés par le Traité fait avec eux, de ſe tranſporter dans la Grande-Bretagne pour prendre ſa défenſe; ſuppoſons auſſi que les François ayent eu ſérieuſement envie de faire une deſcente dans notre Iſle; que du côté de la Grande-

Bretagne, ſes forces s'étant trouvées inſuffiſantes, il ait été en conſéquence arrêté, qu'on ne confieroit point à la Nation la défenſe de ſes intérêts & de ceux de ſon Prince; & qu'enfin une réelle néceſſité ait appellé des Mercenaires étrangers à notre ſecours; & examinons enſuite avec quelle ſageſſe, quelle prévoyance, & quelle économie, nos Miniſtres ont fait ſervir à la ſûreté de la Grande-Bretagne, les avantages auxiliaires qu'ils avoient ſtipulés pour elle dans chacun de ces deux Traités.

Cinquante cinq mille hommes de troupes Ruſſes doivent

en conſéquence du Traité avec la Ruſſie, ſe rendre en Angleterre, le moment d'après la réquiſition qui en aura été faite. Ces troupes doivent être tranſportées & entretenues dans le Royaume par l'Impératrice, pour un ſubſide annuel de cinq cens mille livres ſterling, ſans qu'il ſoit queſtion d'aucun rembourſement ou indemnité pour tout ce qui ſe trouvera perdu en hommes, en chevaux & en munitions de guerre; & ces mêmes troupes ne pourront retourner de quatre ans chez leur Souveraine, quand même il arriveroit que tous ſes Etats fuſſent envahis par quelque ennemi.

Voilà des conditions bien avantageuſes & qui aſſurément ne coutoient pas cher : cependant, au lieu de les faire valoir & d'appeller les Ruſſes dans la Grande-Bretagne, on y fait venir huit mille Heſſois, qui, de l'aveu même des Miniſtres, jettent la Nation cette année-ci dans une dépenſe d'un million ſterling, pour le ſubſide du Landgrave, pour les recrues, pour le double tranſport, & pour la ſolde de ces troupes.

Ainſi les ſecours militaires dont la Grande-Bretagne a beſoin, coutant en Heſſois le double de ce qu'auroient couté ſept

fois autant de Russes, & devenant quatorze fois plus onéreux à l'Etat, fournissent une preuve bien complette du peu de préférence que les Allemands trouvent auprès de nos Ministres, sur toutes les autres Nations, & de l'admirable économie qui s'observe dans tous les marchés qui se font ici avec les Princes d'Allemagne.

Je ne puis m'empêcher de faire remarquer dans ce même Traité, un autre exemple du soin extrême avec lequel nos Ministres ménagent les fonds publics. Il entre dans les troupes fournies par le Landgrave environ neuf cens chevaux, qui,

l'un portant l'autre, valent tout au plus quatre livres ſterling piéce : cependant chacun de ces chevaux a déja couté à la Nation douze livres ſterling d'argent de recrue ; de plus, neuf livres ſterling de tranſport, à quoi il faut ajouter douze livres ſterling qu'on eſt convenu de payer pour chaque cheval qui mourra en Angleterre, & vous verrez qu'il ne mourra point ici de cheval Heſſois qui ne coute à la Nation trente-trois livres ſterling, c'eſt-à-dire, huit fois ſa valeur, & qui, mort, ne ſoit au Landgrave du triple plus précieux qu'en vie. Avouez que ſi le Gé-

néral du Prince de Hesse entend bien les intérêts de son Maître, il fera ensorte de ne lui ramener aucun de ses chevaux. Mais nous devons souhaiter qu'il ne nous en demeure que le moins qu'il sera possible ; car ils ne couteront de transport d'ici en Allemagne que neuf livres sterling piéce ; & pour lors le louage d'un cheval Hessois du prix de quatre livres sterling, ne nous coutera que trente livres, c'est-à-dire, un peu moins que huit fois sa valeur. N'a-t-on pas toute sorte de raisons d'inférer de cet article que nos Ministres se connoissent aussi peu en bêtes qu'en gens, & qu'il ne peut

peut y avoir dans toute l'Europe un endroit où les carcasses des chevaux Allemands se payent mieux qu'en Angleterre ?

Mais voici encore dans notre Traité avec l'Impératrice de Russie, un avantage qui ne se trouve point dans celui que nous avons fait avec le Landgrave : non-seulement ses secours sont plus forts & nous coutent moins cher, mais elle promet de ne les point retirer de la Grande-Bretagne tant qu'ils y seront nécessaires, & de ne les point rappeller quand même elle seroit attaquée dans ses Etats.

Par conséquent, s'il arrivoit

que l'Impératrice-Reine ſoutenüe de la France ſon Alliée fît quelque entrepriſe ſur la Siléſie, événement qui n'eſt rien moins qu'impoſſible, & qu'en même tems les François ſe portaſſent ſur le Pays de Hanovre ou de Heſſe, la Grande-Bretagne ſeroit auſſitôt abandonnée par les troupes Heſſoiſes, puiſqu'il eſt convenu qu'elles quitteront tout pour voler à la défenſe de leur Prince. Tel eſt pour la Grande-Bretagne l'avantage de cette préférence ſi peu réfléchie, tant du côté de l'épargne que de celui de l'utilité; de cette préférence que nos Miniſtres donnent aux Heſſois, qui nous ſeront enlevés

par le premier vent, ſur les Ruſſes dont l'alliance eût été des plus ſolides.

On croiroit qu'une bévûe pareille devroit avoir corrigé nos Miniſtres, & les auroit rendu plus attentifs ſur les intérêts de la Nation; car ils ne pouvoient ſe diſſimuler tout le ridicule d'un Traité, par lequel ils préféroient huit mille hommes à cinquante-cinq mille, & s'obligeoient, on ne peut pas plus mal-à-propos, à dépenſer un million ſterling: mais loin qu'ils ſoient devenus ſages par l'expérience du paſſé, nous allons voir qu'ils ont commis de gaïeté de cœur des fautes encore plus groſſiéres:

en effet, ayant reconnu que le Royaume n'étoit pas suffisamment en sûreté contre une descente, ils arrêtérent qu'on supplieroit l'Electeur de Hanovre notre très-cher Allié, de vouloir bien contribuer au salut de la Nation, en prêtant au Roi de la Grande-Bretagne un secours de huit mille hommes de ses troupes.

Voila donc encore le Traité avec la Russie totalement négligé. On aime mieux s'engager dans de nouveaux frais & s'adresser aux Hanovriens, que de demander les troupes Russes. Sur les instances du Parlement, huit mille Hanovriens sont ap-

pellés en Angleterre : nouvel exemple de la prodigalité insensée des Ministres. A la vérité ils nous assurent que les subsides qu'ils donnent à l'Electeur de Hanovre pour avoir ses Hanovriens, sont bien moins considérables que ceux du Landgrave de Hesse; mais, sans être Prophéte, je pourrois prédire que cet article de dépense se trouvera monter aussi haut que celui des troupes Hessoises; car je croirois manquer essentiellement à l'Electeur de Hanovre, si je le jugeois moins habile & moins expérimenté que le Landgrave de Hesse dans l'art de conclure des Traités sub-

ſidiaires. Il eſt donc néceſſaire pour ſauver l'honneur de l'Electeur de Hanovre, que ſes troupes coutent à la Nation autant que celles du Landgrave : ainſi nous donnerons deux millions ſterling pour huit mille Hanovriens & huit mille Heſſois ; c'eſt-à-dire, quatre fois la ſomme que nous aurions donnée pour quatre fois autant de Ruſſes. Et ſi d'un autre côté il arrive qu'il ſoit auſſi impoſſible aux Hanovriens de reſter en Angleterre, qu'il a été démontré l'être aux Heſſois, (ce qui n'eſt que trop probable, puiſque ſelon les apparences, l'Electorat de Hanovre doit être encore plutôt at-

taqué que le Landgraviat de Heſſe) ce ſeront deux millions conſommés en ſubſides pour des troupes étrangéres qui ne pourront être d'aucun ſervice à la Grande-Bretagne ; tandis que des amis dont l'aſſiſtance eût été des plus ſolides, ſe verront indécemment négligés & diſpenſés par nous-mêmes d'exécuter des engagemens qui faiſoient tout notre ſalut.

L'attente de tout ce qu'il y a parmi nous de gens raiſonnables étoit, que les Ruſſes paroiſſant réſervés à la défenſe de Hanovre, ſans doute les Hanovriens viendroient ici au lieu des Ruſſes, & que comme la Gran-

de-Bretagne payoit du prix d'un demi million ſterling cinquante cinq mille hommes de troupes de Ruſſie pour défendre l'Electorat, les huit mille Hanovriens par voie d'échange, ſerviroient pour la même ſomme à défendre la Grande-Bretagne.

Cette ſuppoſition, quelque raiſonnable qu'elle paroiſſe, ſe trouve abſolument fauſſe dans l'événement ; car, non ſeulement les Hanovriens ſont, auſſi bien que les Ruſſes, payés des deniers de la Grande-Bretagne, & ſont payés une fois plus cher que les Ruſſes ; mais il n'y a même que trop de fondement, (& les Miniſtres n'ont pu le nier)

de soupçonner qu'il y a encore un autre marché de conclu pour huit mille Holsteinois qui seront pareillement payés par la Grande-Bretagne pour que l'Electorat de Hanovre ne souffre point de l'absence des troupes qu'il a envoyées à notre secours. N'est-ce pas là encore un exemple des plus frappans de la prodigalité des Ministres en faveur des Etats Allemands, & du peu de soin qu'ils prennent des intérêts de l'Angleterre ? Cinq cens mille livres sterling pour la Russie ; un million sterling pour l'Electorat de Hanovre ; la moitié de cette somme pour Holstein, forment deux millions de notre

argent pour le foible ſecours de huit mille hommes des troupes de l'Electorat ; troupes qui ſelon toutes les apparences ne peuvent pas reſter plus d'une demie année en Angleterre.

Ainſi la préférence donnée aux Heſſois ſur les Ruſſes pour quatorze fois la même dépenſe, ſe trouve ici doublée, & le choix de huit mille Hanovriens eſt à la proportion de vingt huit fois le prix qu'on étoit convenu de donner pour les Ruſſes.

Je crois en avoir dit aſſez ſur les différentes alliances dans leſquelles nos Miniſtres ont fait entrer la Nation. Il me reſte ce-

pendant encore une obſervation à faire & par laquelle je conclurai cet article des Traités. Quelque abſurde, quelque pernicieuſe que puiſſe être dans les conſéquences la préférence donnée par nos Miniſtres aux Heſſois & aux Hanovriens ſur les Ruſſes, elle eſt dix mille fois moins fatale au Royaume de la Grande-Bretagne que la détermination où l'on eſt de ne jamais nous permettre de prendre les armes pour nous défendre nous-mêmes.

L'établiſſement d'une Milice nationale, eût opéré auſſi efficacement qu'on eût pu le déſirer, cette ſûreté que nous ne

trouverons jamais dans tous les Traités auxiliaires qu'on a conclus pour nous. Cette Milice eût consisté dans soixante & deux mille six cens quatre vingts hommes qu'on eût levés, habillés & payés pour une somme de cent soixante & quinze mille cent quatre vingts dix livres, laquelle encore n'auroit pas monté aux deux tiers l'année suivante. C'étoit huit fois le secours que nous promettent les troupes de Hanovre, & dix fois moins de dépense. Est-il nécessaire de faire accéder à cette considération celle de l'amour & de la reconnoissance des Sujets pour leur Souverain, & de leur zéle na-

tional animé par l'attachement qu'ils ont pour leurs femmes, pour leurs enfans, & pour les biens qui les font ſubſiſter ?

Après avoir mis dans tout ſon jour la conduite du Miniſtére, tant à l'égard des ſecours qu'il a envoyés en Amérique, qu'à l'égard des Traités qu'il a conclus pour la Grande-Bretagne, tournons les yeux ſur l'adminiſtration de la Marine : & examinons ſans prévention, s'il a donné dans cette partie, plus de preuves de ſa capacité & de ſa prudence, que dans tout ce que nous avons déja vû.

Dans le mois de Janvier 1755, la *preſſe* pour armer les Eſca-

dres commença avec la plus grande vigueur : les libertés de la Nation furent ſi cruellement violées, que ni l'âge ni la ſanté n'étoient conſidérés dans ceux que l'on vouloit forcer à ſervir : tous les chantiers de la Grande-Bretagne retentiſſoient des coups de hache, des coups de marteaux à calfat, du craquement de la manœuvre, & des cris aigres des matelots : les villes de Chatham, de Porſtmouth & de Plymouth étoient remplies de poix, de goudron & de tumulte : on n'entendoit de tous côtés que les éloges de *Mylord ;* on ſe récrioit par tout ſur ſon extrême attention à

pouſſer l'armement avec la plus grande diligence ; jamais Miniſtre pareil n'avoit été à la tête de la Marine ; enfin il n'y avoit nul effort de zéle dans ſes ſubalternes dont on ne lui donnât tout l'honneur, & on pouſſa cette complaiſance juſqu'à le complimenter ſur ſa grande ſagacité & ſur ſa prévoyance dans les affaires maritimes, parce qu'un Entrepreneur de Plymouth avoit fait avec trente ouvriers en vingt quatre heures, ce qu'en d'autres tems on n'avoit jamais vû exécuter en un auſſi court eſpace; & en vérité ſon Excellence n'y avoit pas plus de part que dans

tout le reſte : mais examinons ſi dans l'emploi des Eſcadres en queſtion, il a mérité toutes les louanges dont on a été ſi prodigue à ſon égard.

Je m'arrête à la campagne de M. Boſcawen qui avoit ordre d'intercepter l'Eſcadre que la France envoyoit avec des ſecours & des proviſions en Canada. Le Miniſtére Britannique ignora d'abord le nombre des vaiſſeaux de l'Eſcadre ennemie, ou n'y fit pas d'attention : celle qu'il envoya étoit trop foible pour combattre M. de Macnémara ; & ſi celui-ci n'eût pas rentré dans le Port de Breſt, Meſſieurs Boſcawen & Holbourne auroient

auroient été battus à coup ſûr, à cauſe du petit nombre de leurs vaiſſeaux & de leur ſéparation: & enfin quoique M. Boſcawen, par la rentrée de M. de Macnémara, ſe trouvât le plus fort, l'entrepriſe échoua tout de même, parce qu'il ne pouvoit établir ſa croiſiére ailleurs que ſur les bancs de Terre-Neuve, qui, dans cette ſaiſon de l'année, ſont couverts d'une brume & d'une obſcurité perpétuelle.

L'Eſcadre des François étant arrivée dans le Fleuve S. Laurent ſans aucun accident aſſez malheureux pour déconcerter tout leur projet, nos Miniſtres crurent qu'au moins ils réuſſi-

roient à l'y affamer en lui fermant le paſſage pour ſortir. M. Boſcawen eut ordre de croiſer depuis le Cap-Breton juſqu'à la pointe Sud-Oueſt de Terre-Neuve pour prendre l'ennemi à ſon retour, & il remplit parfaitement les vûes du Miniſtére, car il ne bougea pas de cette ſtation. Pour le coup, les Avocats braillards du Miniſtére Britannique criérent plus haut que jamais à la merveille ; les François ſont enfermés dans le Fleuve Saint Laurent, il eſt impoſſible qu'ils nous échappent. Mais il y avoit des gens qui en jugeoient autrement : ces gens-là ſavoient ſans doute de quelle

maniére un Commiſſaire d'une Ville de Province fut attrappé par un voleur qu'il comptoit affamer dans une chambre où ce drôle s'étoit refugié & barricadé ; M. le Juge l'avoit attendu à la porte pendant trois jours avec une forte Eſcouade, & il y auroit reſté plus longtems, ſi quelqu'un ne l'eût charitablement averti qu'il perdoit ſon tems à cette porte ; qu'on avoit rencontré ſon homme bien loin, & que le coquin s'étoit ſauvé par la fenêtre : en effet, c'eſt poſitivement l'hiſtoire du Miniſtére Britannique, qui faiſoit croiſer l'Eſcadre à la porte entre le Cap-Breton & Terre-Neuve, &

qui croyoit M. Dubois de la Mothe bien enfermé dans le Fleuve Saint Laurent, tandis que ce rusé François avoit passé par la fenêtre entre la pointe Nord de Terre-Neuve & le Continent, par le Détroit de Belle-Isle; desorte qu'on fut plutôt instruit de l'arrivée de l'Escadre ennemie dans Brest que de sa sortie du Fleuve.

Mais, diront de fades adulateurs de la Cour, si l'Escadre de Holbourne eût été assez forte pour qu'on pût la partager, les François ne se seroient pas tirés si lestement de cette affaire; je leur demande à mon tour, pour quelle raison le Ministére

s'eſt expoſé à un ridicule, puiſqu'il ſavoit que ſes forces n'étoient pas ſuffiſantes, & pourquoi il a mal à propos hazardé les vaiſſeaux de ſon Maître dans des mers orageuſes & couvertes de rochers, puiſqu'il ſavoit qu'il ne s'y trouveroit point d'ennemi à combattre ? Je demande encore à ces Meſſieurs ſi jamais Milord Winchelſea a imaginé une expédition auſſi infructueuſe & a commis une bévûe auſſi énorme ?

Mais voici une occaſion de réhabiliter notre Miniſtére, & de lui rendre un crédit qu'il commençoit à perdre. M. du Guay, Chef d'Eſcadre Fran-

çois, étoit arrivé à Cadix avec ſix vaiſſeaux de ligne qu'il conduiſoit à Breſt : il fut donc queſtion ici de prendre toute cette Eſcadre ; & le même génie Miniſtérial qui avoit dirigé l'entrepriſe de Terre-Neuve, préſida pareillement à celle-ci : on ne perdit point de vûe les deux fautes qu'on avoit commiſes dans la précédente campagne : forces inſuffiſantes, mauvais choix dans la deſtination. Voilà donc le mal bien connu; rien de ſi ſimple que d'y remédier. En conſéquence M. Hawke part le dix-huit Juillet avec dix-huit vaiſſeaux de ligne pour en intercepter ſix (on ne dira point

que nous étions trop foibles) & on lui ordonne d'établir sa croisiére à la hauteur du Cap Finistére, c'est-à-dire, sur la route que doit tenir M. du Guay pour arriver à Brest : l'objet de la destination est donc également bien rempli. Mais malheureusement la même tête qui avoit imaginé qu'on ne sortoit du Canada que par l'entrée du Cap-Breton, & qui n'avoit de sa vie pensé au Détroit de Belle-Isle, se persuada que la route de Cadix à Brest étoit comme les *Bruyéres d'Honslow*, où de dessus son cheval un homme voit tout ce qui passe de droite & de gauche, ou bien il crut que tous les

vaiſſeaux qui partent de Cadix pour Breſt, ſont obligés de *tourner au coin* du Cap Finiſtére, de même qu'un chariot dans la lice doit tourner autour du poteau, pour ne point perdre la partie. Enfin voici comme on raiſonna : tous les vaiſſeaux qui n'ont point d'ennemi à craindre ou à éviter dans leur route de Cadix à Breſt doublent le Cap Finiſtére ; donc tout vaiſſeau qui ſait qu'il rencontrera ſon ennemi ſur cette route, ne manquera pas de la prendre de préférence à toute autre route ; donc M. Hawke ira croiſer à la hauteur du Cap Finiſtére pour intercepter l'Eſcadre de M. du Guay.

Guay. Telle eſt la Logique maritime de notre Miniſtére ; & il faut bien qu'il ait raiſonné de la ſorte, car autrement eût-il fixé M. Hawke à cette croiſiére ?

Pour M. du Guay, il tira des mêmes principes des conſéquences toutes contraires ; & pour éviter M. Hawke qu'il ſavoit être ſur la route de Cadix à Breſt, il courut droit à l'Oueſt de l'Eſpagne dans l'Océan Atlantique, & lorſqu'il ſe vit à une très-grande diſtance des côtes, il changea ſa route, & mit le Cap ſur la pointe de l'Angleterre, entra dans le Canal, & delà ſans difficulté & ſans acci-

dent dans le Port de Breſt.

Parcourons à préſent d'autres objets; nous verrons que ce n'eſt pas ſeulement ſur les points de la plus grande importance que la conduite de nos Miniſtres eſt répréhenſible. La Chaloupe de guerre qui avoit porté de Londres à Plymouth les bagages & les armes des Officiers du Régiment d'Otway, arrivée à Plymouth, fut obligée d'attendre de nouveaux ordres pour aller à la ſuite des tranſports, parce qu'elle les trouva partis. Autre point : le Miniſtére envoye des tranſports en Hollande pour y prendre les troupes Hollandoiſes; & il ne ſait pas ſi elles vou-

dront venir : ne vous ſemble-t-il pas voir un benêt qui court chez l'Accoucheur avant que ſa femme ſoit groſſe ? Ces tranſports après avoir reſté à grands frais & très-inutilement en Hollande, partent pour aller prendre les Heſſois. Arrivés, ils s'apperçoivent qu'ils n'ont point d'ordre du Miniſtére pour recevoir ces troupes à bord : il faut qu'un exprès vienne en Angleterre & retourne en Allemagne ; & pendant tout ce tems-là l'argent de la Grande-Bretagne ſe conſomme inutilement : & d'un autre côté, on ſouffre que les Hanovriens, Peuple ſi cher à la Nation, faſſent ſans convoi

la traverſée d'Allemagne en Angleterre ; de ſorte que deux vaiſſeaux François de vingt canons les auroient pû amener tous à Dunkerque avec la plus grande facilité.

Le ſoin extrême qu'on prend de nos Iſles n'eſt pas moins remarquable. M. d'Aubigni eſt encore trop fort pour notre Eſcadre d'Antigoa & des Iſles du Vent : M. Perrier de Salvert nous eſt également ſupérieur du côté de la Jamaïque ; & cependant cela eſt bien étonnant, car l'Amiral Townshend eſt arrivé dans cette derniére avec un bon vaiſſeau qui compoſe toute ſon Eſcadre.

On a vû l'admirable diſtribution du canon, des affuts, de la poudre & des boulets, ſur quatre différens vaiſſeaux : je demande à préſent, ſi d'envoyer ſur le même vaiſſeau les quatre Officiers ſupérieurs chargés d'une expédition, ce n'eſt pas courir également le riſque de voir avorter toute l'entrepriſe ? C'eſt pourtant ce qui eſt arrivé dans l'Eſcadre de la Méditerranée.

Je finis ces légéres obſervations par un trait aſſez ſingulier, & cependant vrai ; c'eſt que la guerre a été déclarée par nous plus de deux mois avant que nous en euſſions fait paſſer l'avis à nos Iſles de l'Amérique.

En voilà aſſez pour faire voir que l'eſprit de nos Miniſtres, ainſi que le pendule d'une horloge, paſſe éternellement d'un extrême à un autre extrême, & que ſa vibration continuelle entre ces deux points ne lui permet jamais de s'arrêter au milieu ; ils ſéparent ce qu'ils devroient unir, ils uniſſent ce qu'ils devroient ſéparer ; ils ſont également incapables des petites affaires & des grandes, & qu'en général on peut dire qu'ils ſont directement les Antipodes du ſens commun.

Depuis le commencement de Janvier les Gazettes ont été remplies de détails ſur les pré-

paratifs des François contre l'Isle de Minorque : les Ministres Britanniques ont été les derniers de la Nation à vouloir en croire quelque chose. On seroit tenté de les louer de ne point donner de foi aux Gazettes; mais faut-il qu'ils soient les seuls du Royaume qui ignorent les véritables desseins de nos ennemis ?

Ces préparatifs se faisoient à la vûe de toute l'Europe; mille & mille personnes en avoient été témoins : pourquoi les Ministres n'en ont-ils rien voulu croire ? C'est un reproche que je ne sache point qu'on puisse faire à d'autre Ministére que le leur. Ils avoient de même ignoré le nom-

bre des vaiſſeaux de Macnemara, ou ils avoient refuſé de croire le rapport qui leur en avoit été fait. Pour moi je trouve bien plus fatal ce ſecond exemple de leur ignorance & du peu de ſoin qu'ils ont de ſe ménager de ſûres intelligences ; ou plutôt de la confiance arrogante avec laquelle ils mépriſent les forces de nos ennemis.

Mais la ſeule appréhenſion que les François ne convoitaſſent un auſſi excellent morceau que Minorque, ne devoit-elle pas exciter dans nos Miniſtres une noble émulation, & leur faire prendre toutes les précautions néceſſaires pour le con-

ſerver ? Il y a plus ; le Héros qui commandoit le Château de Saint Philippe leur avoit écrit lettres ſur lettres, & avoit toujours été trompé dans les eſpérances qu'on lui avoit données. Le fort Saint Philippe étoit dégarni de monde, & enfin ceux qui avoient vû en 1744. l'Amiral Mathews couvrir la Méditerranée d'une Eſcadre de quarante-huit vaiſſeaux dont il y en avoit trois à trois ponts, ont pû être juſtement étonnés de voir arriver pour défendre Minorque & notre commerce ſur cette même mer Méditerranée, le Chef d'Eſcadre Edgecombe avec une Eſcadre de trois Vaiſ-

ſeaux & de deux Frégates. Pendant ce tems-là nos Miniſtres s'amuſoient ici à faire des paris; ils gageoient que la France manquoit de Matelots pour ſon Eſcadre de Toulon, ou que ſi elle en avoit, c'étoit pour une autre expédition. Enfin après quatre mois paſſés dans une inattention continuelle, qui donnoit à toute la Nation & au Monde entier un véritable ſujet d'étonnement, M. Byng partit le 5 d'Avril de Spithead avec des Vaiſſeaux de ligne pour la Méditerranée. Pendant ce tems-là M. de la Galiſſoniere avec douze Vaiſſeaux de ligne, cinq Frégates & des tranſports ſuffi-

ſans pour porter quinze mille hommes & toute l'artillerie & les munitions néceſſaires pour un Siége que devoit commander le Maréchal de Richelieu, mit à la voile de Toulon, & débarqua l'Armée dans l'Iſle de Minorque le 18 Avril, près de ſix ſemaines avant que M. Byng pût arriver à Mahon. Ce débarquement dans Minorque fut la premiére nouvelle que voulurent croire nos Miniſtres des deſſeins de la France ſur cette Iſle. Mais ils ſoutenoient toujours que l'Eſcadre de la Galiſſoniere n'étoit que de huit vaiſſeaux de ligne, & que Byng n'auroit que la peine de ſouffler ſur l'eau

pour les faire diſparoître. Il y avoit encore un moyen de ſauver Minorque, & de réparer les fautes qu'on avoit commiſes : que n'envoyoit-on un renfort à M. Byng pour le mettre en état d'intercepter tout ce que les François faiſoient paſſer à Minorque pour en pouſſer le ſiége avec vigueur ? Mais malheureuſement pour la Nation, nos Miniſtres ne croyoient point le Château de Saint Philippe auſſi fort qu'il l'étoit : dès qu'ils furent les François débarqués, ils crurent la Citadelle priſe ; & ſans cette fatale opinion, leur inertie ſeroit devenue ſageſſe, notre diſgrace ſe ſeroit changée

en honneur, nos pertes en profit, & nos murmures en applaudiſſemens. Mais helas ! c'eſt dans toutes les occurrences la Planette de Saturne qui préſide aux opérations de nos Miniſtres : leur génie tend éternellement vers le centre : je ne puis le comparer qu'à une pierre qui tombe dans un puits profond; les coups dont-elle le fait retentir, vous annoncent qu'elle approche de plus en plus du fond de l'abîme; enfin elle s'y engouffre, & vous ceſſez de l'entendre.

La faute qu'on avoit faite en n'envoyant point de ſecours à M. Blakeney, augmentée par

la négligence d'envoyer des forces ſuffiſantes à M. Byng, fut continuée par celle de lui faire paſſer des renforts qui l'auroient atteint avant ſon arrivée à Gibraltar : tout au moins auroit-on dû envoyer un vaiſſeau d'avis à Corunna ou un Courier à Gibraltar pour ordonner à M. Byng d'attendre de nouvelles forces. Car, tandis que cet Amiral marchoit avec treize vaiſſeaux, en y comprenant ceux de M. Edgecombe, M. Oſbourne étoit à Plymouth avec quinze vaiſſeaux de ligne, & il y en avoit dix dans le Port de Porſtmouth.

Enfin après de très longs délais, M. Byng arrive le 20 Mai

à la vûe de Minorque & de l'Efcadre ennemie. Repréfentez-vous la joie qui dut remplir le cœur du vieux Blakeney au fpectacle de l'Efcadre Britannique : il fe flatta dans ce moment de fauver l'honneur de fon Maître, l'intérêt de fon Païs & fa propre gloire. Mais M. Byng après avoir attaqué l'Efcadre Françoife fans que fur fon bord & fur beaucoup d'autres il y eut un feul homme de tué, n'ayant que cent foixante-huit bleffés & quarante-huit morts dans toute l'Efcadre, fe retira fans effayer de foulager la garnifon de Mahon ; & parce que l'Intrépide avoit perdu fon mât de Perroquet de

Miſene, il laiſſa le brave Commandant de Saint Philippe avec tous ſes généreux compagnons ſans aucune eſpérance de ſecours.

Quel dut être alors le deſeſpoir du malheureux Blakeney? Il eſt abandonné par la marine Britannique; il ne ſe ſoutient plus que par lui-même; ſon cœur eſt plus affligé de la conduite de M. Byng, que de la néceſſité où il eſt de capituler; il défend la Citadelle juſqu'au dernier moment, & ne la rend enfin à l'ennemi qu'après avoir fait la plus glorieuſe réſiſtance. O vous tous, à qui la nature n'a point refuſé un cœur ſenſible, pleurez & pleurez

pleurez amérement ſur le ſort de ce grand homme, & ſur le ſacrifice de vos malheureux compatriotes! rendez au moins ce tribut au ſouvenir de leur bravoure, puiſque l'on vous refuſe des armes pour venger leur affront & notre perte.

Voici à préſent une queſtion que je vous propoſe à réſoudre, vous qui rafraîchiſſez du plus pur ſang de l'Angleterre vos goſiers échauffés & altérés par vos exclamations ſur l'admirable conduite de nos Miniſtres. Comment s'eſt-il fait qu'ils ayent été les derniers de la Nation à être inſtruits au vrai de l'état des ennemis? Pourquoi

n'ont-ils pas envoyé contre les François, des forces capables par leur ſupériorité, de les diſperſer & de les vaincre ? Quelle raiſon les a empêchés, lorſqu'ils ont ſçu que l'Eſcadre de Toulon n'étoit que de douze vaiſſeaux, d'envoyer auſſitôt un renfort à M. Byng, pour déconcerter, puiſqu'il en étoit encore tems, les projets de la France, détruire ſon Eſcadre de la Méditerranée, & affamer dans Minorque Richelieu avec ſes troupes & les faire tous nos priſonniers ? Dites-moi, vous qui êtes payé pour piller la Nation, ou bien vous qui avez votre part dans ſa dépouille, dites-moi...

mais la juſte horreur d'une conduite ſi déteſtable vous ôte ſans doute l'uſage de la parole ; vous demeurez muets, & vous n'oſez prendre la défenſe des Miniſtres vos maîtres.

Comment peut-on faire accorder les meſures priſes par les Miniſtres tant pour les Etats d'Allemagne que pour Minorque, avec leur devoir & avec les intérêts de la Grande-Bretagne ? Pourquoi a-t-on muni, défendu, & ſans aucune épargne de nos tréſors, aſſuré par des Traités avec les Ruſſes, les Pruſſiens, les Heſſois & les Holſteinois, un Electorat d'Hanovre reconnu ſi fatal à la proſ-

périté de l'Angleterre ? Pourquoi avoir ſi honteuſement abandonné Minorque ? Seroit-ce parce qu'elle n'étoit pas la ſource de notre commerce ? mais elle le protégeoit dans toutes ſes branches. Que ſignifie donc une conduite ſi contraire aux régles de la droite raiſon, ſi ce n'eſt que nos millions avoient été prodigués pour les Traités qui ſervoient de ſauve garde à l'*Electorat*, & qu'il n'en étoit rien reſté pour défendre Minorque ? C'eſt ainſi que nos ſages & équitables Miniſtres font conſommer par une race impure & abjecte la ſubſtance & l'héritage des légitimes enfans de la Gran-

de-Bretagne ; & vous voyez comme ils s'embarraſſent des aſſurances que nous donne le Monarque lui-même, que les ſecours qui lui ont été accordés par le Parlement, ont été auſſi vigoureux & auſſi efficaces qu'il pouvoit le deſirer.

Ils ne vous ont traité d'une façon ſi outrageante, que pour épuiſer les ſources de vos richeſſes, & pour que la miſére & l'abbattement d'eſprit qui la ſuit toujours, vous diſpoſent à porter tranquillement les chaînes qu'ils vous préparent. Ils veulent que votre protection ſoit déſormais inutile contre les Corſaires de la Méditerranée,

& que vos braves Matelots devenant la proie des chiourmes Barbaresques, puissent apprendre dans leur esclavage & vous apprendre de même à leur retour, que pour être élevés d'un degré audessus des Esclaves qui sont en Barbarie, vous n'en êtes pas moins éloignés d'avoir le même droit qu'eux de donner à votre sort des larmes qui puissent en adoucir la rigueur.

Il est difficile d'imaginer rien qui eût pû être plus fatal à la Grande-Bretagne, ce Royaume qu'on avoit vû autrefois jouir d'un bonheur si constant. L'Amiral Byng est assurément bien coupable aux yeux de tou-

te l'Europe, & ſa défaite n'eſt pas moins une diſgrace pour les armes Britanniques, & un deshonneur pour la Couronne des trois Royaumes : mais ceux qui ont d'abord différé d'envoyer une Eſcadre au ſecours de Minorque ; ceux qui n'ont point remédié à cette négligence, qui ont fait eux-mêmes la faute de n'envoyer que des forces inſuffiſantes, & qui n'ont pas réparé cette ſeconde bévûe par des renforts convenables, ce ſont ceux-là qui ſont bien plutôt les dignes objets de votre reſſentiment. Parlons le langage des gens raiſonnables, ſans aucun mêlange des propos de ceux

que dominent les vices de l'orgueil & de la ſuffiſance ; parlons d'après l'expérience du paſſé : pouvoit-on raiſonnablement ſe flater, que dix vaiſſeaux, ou même treize, en y joignant l'Eſcadre de M. Edgecombe, fuſſent aſſez forts pour en battre douze des François ? Cette opinion fait beaucoup d'honneur, je l'avoue, à la marine Britannique, mais ce n'eſt malheureuſement qu'une opinion, & je ne la crois propre tout au plus qu'à ranimer le courage du Soldat & du Matelot : car elle eſt extravagante, coupable & pernicieuſe dans la tête de ceux qui diſpoſent des

des Eſcadres de la Nation.

Mais je veux encore ſuppoſer que l'Eſcadre Angloiſe, avec cette parité de force, eût ſuffi pour défaire les François, & je demande ſi l'on avoit un motif ſuffiſant pour croire que la victoire eût pû être ſi aiſée à obtenir, & que nos vaiſſeaux dûſſent avoir aſſez peu ſouffert du combat, pour pouvoir tout à la fois tenir la mer & délivrer Minorque? Comme cela n'étoit pas probable, & que nous n'aurions pas été moins exclus que les François du Port de Mahon, n'auroit-il pas fallu que la victoire remportée ſur l'Eſcadre Françoiſe eût été ſuivie tout

de même de la perte de la Citadelle & de l'Isle ? Or pour lors dans quel Royaume l'Escadre Angloise auroit-elle été chercher les matériaux nécessaires pour réparer le mal qu'elle auroit souffert dans l'action ? Pense-t-on que l'Espagne lui eût fourni des munitions navales, & lui eût permis de se rétablir à Carthagêne ? Il faudroit, pour croire cela, n'être instruit en aucune maniére des dispositions présentes de cette Cour. Ainsi, vû l'état actuel de Lisbonne, Plymouth eût été encore le premier Port où notre Escadre eût pû trouver l'hospitalité & les ressources qui lui auroient été si nécessaires.

Puiſqu'il eſt donc prouvé que même après une victoire il ne nous eût pas été poſſible de tenir la mer & de ſecourir Minorque ; je voudrois ſavoir ſi cette Iſle eût tiré des ſuites d'une défaite de l'Eſcadre Angloiſe, une aſſiſtance plus réelle & plus efficace ? Mais en vérité, quel que dût être l'événement, on ne pouvoit ſans extravagance ſe flater qu'il en pût réſulter la délivrance de la Citadelle de Saint Philippe, & il ne reſte aux Miniſtres aucun moyen de juſtifier les raiſons qu'ils ont eu d'envoyer une ſi petite Eſcadre pour défendre un objet ſi important.

Enfin, que la conduite qu'a tenu l'Amiral Byng, toute blâmable qu'elle eſt, ne ſoit pas aujourd'hui l'unique objet de votre attention. Tournez auſſi vos regards ſur ceux qui lui ont confié une entrepriſe ſi ſupérieure à ſa capacité. Si après un examen auſſi libre qu'impartial, il vous paroît que dans le moment du combat il a oublié entiérement ce qu'il devoit à ſon Roi & à ſa Patrie; conſidérez auſſi combien plus criminels ſont ceux qui l'ont envoyé ſi tard pour cette expédition, & qui ne lui ont pas donné des forces ſuffiſantes. Lorſque l'on ſe ſent de beaucoup ſupérieur à

ſes ennemis, on eſt à demi ſûr du ſuccès; mais dès que dans le danger, on n'a pas de ſon côté l'avantage du nombre & qu'on n'eſt qu'égal en forces, on eſt tout porté à la retraite, & on perd toute la confiance néceſſaire pour réuſſir. Vous penſez que M. Byng devoit tout riſquer pour ſauver Mahon; je penſe de même, mais je trouve que ce n'étoit pas moins l'obligation des Miniſtres de lui donner des forces ſupérieures à celles des François, & je crois que ç'eût été le moyen d'empêcher notre entrepriſe d'échouer. Après tout, ſi le courage de M. Byng s'eſt trouvé dans le com-

bat audeſſous du courage de ſon adverſaire, il faut convenir auſſi que l'armement que les Miniſtres lui avoient donné à commander, n'étoit point égal à celui de l'Amiral François. Quelle néceſſité obligeoit l'Eſcadre Britannique de s'expoſer & à être battue & à perdre Minorque, en engageant le combat à forces égales, tandis qu'avec le double des vaiſſeaux qu'avoit l'ennemi, on eût pû défaire ſon Eſcadre & conſerver l'Iſle qu'on a perdue ? Puiſque notre Miniſtre de la Marine eſt par ſon mérite & par ſes talens ſi digne de la place qu'il occupe à la tête de la Nation ; pourquoi a-t-on

choisi pour commander notre Escadre, & encore une Escadre si peu proportionnée aux secours que demandoit Mahon, un homme qui en étoit aussi absolument incapable que M. Byng ?

N'est-il pas bien clair que tout le malheur de cette perte doit être imputé aux Ministres, & qu'il n'y a personne de plus criminel qu'eux ? L'homme le plus brave de la terre, & qui auroit sçu tirer le meilleur parti de toutes les facultés de l'entendement humain, n'auroit fait encore, à la place de l'Amiral Byng, que rendre plus palpable le défaut de jugement &

de prévoyance de nos Miniſtres, puiſque la victoire qui auroit couronné ſes armes, n'auroit pû empêcher ſes vaiſſeaux maltraités d'abandonner le projet de la délivrance de Mahon. Et cependant les Miniſtres étoient bien les maîtres, non ſeulement de prévenir tous les malheurs, mais encore de s'aſſurer de tous les ſuccès, de ſauver Minorque, de battre l'ennemi, de couronner de gloire leur Amiral, leur Roi, leur Patrie, & de s'en couronner eux-mêmes; il ne falloit pour cela que ſe munir du double des forces de l'ennemi.

Demandez-leur pourquoi ils

n'ont pas envoyé un plus grand nombre de vaiſſeaux au ſecours de Minorque ; ils vous répondront qu'il n'y avoit alors que ceux là qui fuſſent armés, & prêts pour la mer. Mais eſt-ce que vous avez manqué, leur répliquerois-je à mon tour, des moyens & des ſubſides néceſſaires pour vous tenir toujours en état ? Y a-t-il Royaume en Europe où les moyens abondent comme chez nous; puiſque vous avez non ſeulement les matelots qui ſe donnent de bonne volonté, mais que vous exercez encore un deſpotiſme qui n'a d'exemple nulle part, en enlevant par force tous ceux dont vous avez be-

ſoin? Avez-vous trouvé la moindre oppoſition dans le Parlement, lorſque vous avez demandé des ſubſides ? Ne les a-t-on pas levés auſſitôt que vous l'avez deſiré ? S'ils prétendent que le Royaume ne fournit pas aſſez de matelots pour qu'on puiſſe armer une Eſcadre avec plus de diligence ; qu'on n'a pu ſe diſpenſer de retenir un grand nombre de vaiſſeaux pour le ſervice de la Manche, c'eſt-à-dire, pour réſiſter à une invaſion, & que c'eſt la raiſon pour laquelle ils n'ont pu envoyer dans la Méditerranée les forces qui y étoient néceſſaires ; je voudrois bien ſavoir d'eux

comment ils ont fait dans la dernière guerre, & pourquoi dans le Parlement de 1755, tems où on n'ignoroit aucun des ſujets d'appréhenſion qu'on pouvoit avoir, on a négligé de paſſer un bill de milice? Cette précaution eût permis aux Miniſtres de faire ſervir leurs Eſcadres à leurs beſoins urgens. On n'auroit pas vû ſi long-tems à Spithead une forêt de mâts inutiles qui n'y étoient que pour une parade auſſi ridicule qu'infructueuſe. On auroit enfin beaucoup de millions qu'on a vainement diſſipés, & on ſeroit beaucoup plus efficacement raſſuré contre toutes les invaſions, qu'on ne l'eût

jamais été par tous les vaiſſeaux conſtruits depuis la fameuſe Arche, ou depuis l'Argos ſur lequel l'Amiral Jaſon fut à Colchos chercher la Toiſon d'or.

Si nos Miniſtres travailloient réellement pour le bien de la Nation, eſt-ce qu'ils auroient manqué à un devoir auſſi eſſentiel envers leur Roi & leurs compatriotes ?

Que le mot de *milice* retentiſſe donc éternellement dans leurs oreilles ; que dormans ou veillans, leur conſcience ſoit toujours tourmentée par le reproche de leur négligence ſur ce point. Que le ſpectre du génie de la Grande-Bretagne qu'ils

ont cruellement étoufé, ne cesse de se présenter le jour & la nuit à leur imagination effrayée & confondue, jusqu'à ce qu'enfin l'idée de leur crime leur devienne assez odieuse pour les porter au repentir, & pour les déterminer à mettre les armes dans la main d'un peuple qui gémit de se voir sans défense.

Dans quelle région s'est allé perdre l'Echo de ces exclamations, de ces éloges outrés qu'on donnoit dans tout le Royaume au zéle, à l'ardeur, aux talens, à la prudence du Ministre de la Marine. Le *Panégyrique* me semble imparfait; car si les vaisseaux ont été armés avec tant de dili-

gence, pourquoi en a-t-on fait un ſi mauvais & ſi ridicule emploi ? Quel mal avons-nous fait à nos ennemis avec tous ces vaiſſeaux ? Dans quels frais les avons-nous jettés pour nous réſiſter ? Quel avantage enfin a retiré la Nation de ces armemens ſi vantés, ſi ce n'eſt le gain particulier de quelques milliers de perſonnes, & à moins qu'on ne regarde comme un dédommagement proportionné aux millions que nous avons dépenſés, les épithétes infâmes de Voleurs & de Pirates qui nous ont été donnés par nos ennemis, ſans replique de la part de nos Miniſtres, & la perte de notre hon-

neur & de notre crédit auprès de toutes les Nations de l'Europe ?

L'Edifice de la renommée de ce Miniſtre eſt tombé en poudre, parce qu'il n'étoit appuyé ſur aucun fondement. Il a brillé pendant un tems, mais il eſt retombé dans la plus affreuſe obſcurité. Je compare ſa gloire au bonheur imaginaire d'un pauvre villageois, qu'un ſonge agréable rend le poſſeſſeur de pluſieurs millions, & que tourmentent à ſon réveil tous les maux qui accompagnent l'indigence. C'eſt bien ſincérement que je ſouhaite pour la Grande-Bretagne, que les funeſtes effets de la mau-

vaiſe adminiſtration de cet homme diſparoiſſent avec ſa frivole réputation.

Si l'on réunit la perte de Minorque à toutes les autres preuves que nos Miniſtres nous ont données de leur incapacité, quel amas énorme de crimes va nous préſenter la récapitulation de toute leur conduite !

Si ceux qui ſont cauſe de la perte de Mahon, ont par cette ſeule faute ruiné notre commerce dans la Méditerranée, & expoſé nos matelots à être faits eſclaves par les Pirates de Barbarie, que peut-on attendre de leur imprudence ſur ce qui regarde l'Amerique, après le mauvais

choix qu'ils ont fait des Commandans qu'ils y ont envoyés, & l'abandon où ils ont laissé toute cette partie précieuse des possessions Britanniques, dont plusieurs Provinces sont demeurées ouvertes aux incursions des ennemis ? N'est-il pas tout naturel de croire que les François qui ont envoyé par différentes fois des troupes au Mississipi, se rendront maîtres cet été & de la Georgie & de la Caroline qui ne sont munies par aucunes forces contre leurs entreprises, ou que peut-être ils s'empareront de quelqu'autre Province encore plus lucrative & plus à leur bienséance ?

De quelle ſûreté comptez-vous que ſera pour la Grande-Bretagne ce rempart de vaiſſeaux dont on fait une ſi pompeuſe parade, ſi notre marine continue à être dirigée par ces mêmes Miniſtres qui ont ſi inutilement prodigué nos Eſcadres & nos millions? Ont-ils fait avorter en un ſeul endroit les deſſeins des François? Leur ont-ils pris plus de trois vaiſſeaux de guerre? Leur ont-ils fait ſouffrir dans leur marine des pertes ſeulement égales aux nôtres?

Repréſentez-vous quelles ont été les malheureuſes conſéquences de leurs opérations en Europe. Vous les verrez conclure

des Traités ruineux pour nous, & qui pour n'avoir d'autre objet que le ſeul Etat d'Hanovre, n'en ſont pas moins pernicieux pour la proſpérité de cet Electorat. Vous les verrez abandonner d'anciens amis & des alliances reſpectables pour ſe lier à des Puiſſances foibles & indigentes. Vous les verrez prodiguer les fonds publics pour payer les plumes de leurs flatteurs mercénaires. Vous les verrez travailler par toutes ſortes de moyens à faire perdre à la Nation ſon crédit auprès des Etrangers. Vous les entendrez rejetter ſur vous toutes leurs fautes, en vous accuſant de lâ-

cheté & d'infidélité, vous à qui ils ont refusé des armes dont vous feriez un si bon usage pour votre défense & pour celle de vos femmes & de vos enfans. Vous les verrez occupés à remplir de votre argent les mains des avides Etrangers ; & si leurs Allemands ont chez vous l'audace de vous traiter avec insolence, vous verrez vos Ministres empressés à les soutenir contre vos droits & vos privilèges, & à vous faire respecter les prétendues conditions d'une hospitalité que vous ne pouvez regarder que comme une véritable violence.

Rappellez-vous encore la

tromperie faite à vos compatriotes, qui n'avoient été enrollés que pour trois ans, avec promesse qu'ils ne serviroient qu'en Angleterre, qui néanmoins ont été contraints à s'embarquer, & qu'on a transportés Dieu sait où, pour revenir Dieu sait quand *.

* *Extrait tiré du* Public advertiser, *d'une Lettre de Plymouth du* 21 *Mai* 1756.

Hier matin le Régiment recruté par le Colonel Campbell, passa en revûe, & eut ordre de se rendre sans armes l'après midi sur le Port. Lorsqu'il y fut rassemblé, on le fit passer une seconde fois en revûe devant le Général Hume, le Colonel, & l'Amiral Mostyn; & pendant ce tems-là, il étoit environné de toute la Garnison la bayonnette au bout du fusil. La revûe faite, un coup de canon fut tiré pour signal de dessus le Vaisseau Amiral : & tous les batteaux s'étant avancés, on fit embarquer ce Régiment sans la moindre peine, si ce n'est les cris & les

Ne peut-il pas arriver que si on continue à accroître le nombre des insolens mercénaires, & à faire sortir du Royaume nos troupes Nationales, une armée de ces Etrangers ne devienne enfin assez * formidable

gémissemens de tous ceux qui le composoient de ce qu'on les faisoit sortir du Royaume, contre la promesse qui leur avoit été faite, & contre les termes exprès des avertissemens publics sur lesquels ils avoient pris la résolution de s'enroller.

* *Extrait du* London Evening Post, *du* 28 *Septembre* 1756.

Un Soldat Hanovrien fut arrêté pour vol à Maidstone le 13 de ce mois. Son crime étoit capital, suivant le Statut 10 & 11 de Guillaume III. Chap. 23, parce que c'étoit dans la boutique d'un Marchand qu'il avoit volé. Cependant les Officiers de Justice de la Corporation, pour faire voir qu'ils usoient de toute la clémence qui dépendoit d'eux, ne l'avoient écroué que comme pour un crime ordinaire, & avoient encore chargé, nonob-

pour ſubjuguer les peuples de la Grande-Bretagne, à qui on n'a point laiſſé d'armes pour ſe

ſtant les termes de la loi ſuſdite, ſa partie pourſuivante de comparoître en Juſtice contre le délinquant au prochain quartier des Seſſions générales. Mais le lendemain le Général Kilmanſack ſe rendit chez le Maire de la Ville, & en le menaçant d'employer la force, il lui demanda l'élargiſſement de ſon Soldat, ſoutenant que par les traités & les conventions, ni les Hanovriens, ni les Heſſois n'étoient en aucune maniére ſujets aux Loix de l'Angleterre, ſoit pour meurtre, ou pour vol, ou pour tel autre crime que ce fût. Le Maire ayant pris l'avis des autres Officiers, répondit ſans s'arrêter aux menaces du Général, que les troupes Etrangéres pendant leur ſéjour dans le Royaume, étoient & devoient être aſſujetties à ſes Loix, dans tous les cas de délit public, & refuſa de rendre le Soldat. Le Général lui déclara auſſitôt qu'il alloit en écrire au Roi; & enfin le ſamedi 18, ſur les cinq heures du matin, un des Meſſagers de Sa Majeſté arriva à Maidſtone avec un ordre du Comte de Holderneſſ, l'un des principaux Sécretaires d'Etat de Sa Majeſté, adreſſé au Maire de Maidſtone, pour que

défendre ? N'aurions-nous pas même lieu de craindre quelques

celui-ci eût à remettre auſſitôt le Soldat en queſtion entre les mains du Général Somerveldt. Cet ordre fut exécuté : & le Général Somerveldt a fait de ſon côté d'expreſſes déſenſes au Maire & autres Officiers de Maidſtone, d'arrêter à l'avenir aucuns Soldats des troupes Hanovriennes pour quelque délit que ce fût, ni de procéder contre eux pour les faire punir ſuivant les Loix de l'Angleterre..... C'eſt donc à préſent le ſort de la Grande-Bretagne, que les Soldats de l'Electorat puiſſent impunément voler & aſſaſſiner les Anglois, ſans être ſujets aux Loix du Pays, & que ce ſoit en vertu d'une des conditions de ſes Traités avec l'Electeur d'Hanovre. Que d'obligations nous avons à ceux qui ont donné leur voix pour attirer dans le Royaume des Etrangers, qui s'y rendent ſi viſiblement nos maîtres abſolus ! Ces Etrangers ne dépendent point de nous, lors même qu'ils ont attenté ſur nos libertés & ſur nos biens ; & ces loix ſi ſalutaires que nos Ancêtres libres ont achetées & conſervées au prix de leur ſang, & qu'ils nous ont tranſmiſes comme l'héritage le plus précieux qu'ils pouvoient nous laiſſer, ſont aujourd'hui dans la dépendance de ces mercenaires.

ſuites

ſuites fâcheuſes du reſſentiment des corps de troupes Nationales, & qu'ils ne ſe vengent des retranchemens qui ſe font journellement dans leur nombre, d'où l'on tire tous les ſoldats qu'on veut ſacrifier dans les païs éloignés, & enfin du mépris & de la défiance qu'on leur témoigne en leur préférant des Heſſois & des Hanovriens?

Qu'y auroit-il de ſi étonnant, ſi l'on voyoit à la ſuite de toutes ces fautes répetées de nos Miniſtres & de toutes ces preuves de leur incapacité, les Suédois ſaiſir cet heureux moment pour remettre Brême & Verden dans leur dépendance, les Autri-

chiens rentrer dans la Siléſie, les Eſpagnols reprendre Gibraltar, & les François, après s'être bien établis dans la poſſeſſion de Minorque, faire une invaſion dans le Royaume d'Irlande, & finir par piller & ſaccager l'Iſle de la Grande-Bretagne ?

Le Traité avec le Roi de Pruſſe & notre défection par rapport à la Maiſon d'Autriche prouvent, je crois, aſſez clairement le danger où ſont les Etats de Brême & de Verden, ainſi que la Siléſie. La tranquillité avec laquelle nos Miniſtres ont vû Mahon paſſer dans les mains des François, doit encourager les Eſpagnols à faire

l'entreprife de Gibraltar ; & la France à qui une Efcadre dans la Méditerranée devient inutile, réuniffant fes forces dans l'Océan, nous fera bientôt reffentir le dernier des pernicieux effets de la mauvaife conduite de nos Miniftres.

Je voudrois favoir comment les Miniftres s'y prendront alors pour lever des fubfides : je veux dire, quand nous aurons éprouvé une partie de ces malheurs, & que nous attendrons que le refte fonde fur nous. Ceux qui dans la vûe d'un intérêt particulier ont fecouru les Miniftres dans l'occafion, leur voudront-ils prêter de nou-

velles ſommes, lorſque le danger de tout perdre ſera plus certain que la poſſibilité de faire aucune eſpéce de profit ? Qui pourra ne pas convenir alors, en voyant le Royaume accablé de banqueroutes, devenir la proie de tous les déſaſtres & enfin de l'anarchie, que c'eſt à l'extravagante profuſion des richeſſes de l'Angleterre, en faveur de l'Electorat d'Hanovre, qu'il faut imputer tous ces revers affreux qui nous ſont prédits depuis ſi longtems ?

Rien vous empêche-t-il à préſent de connoître & de diſtinguer les amis & les ennemis que vous avez ? Dans laquelle

de ces deux classes faut-il ranger ceux qui accusent de perfidie des sujets zélés, dont les paroles & les actions auroient contribué à sauver l'Etat qui s'écroule, si leurs conseils eussent été suivis ? On donne, & avec raison, les plus grands éloges au zéle éclairé d'un rigide censeur qui combat & renverse l'imposture d'un Ecossois, dont les * écrits fourmillent de faussetés & de mensonges. Mais est il possible, sans une injustice criante, de souiller de l'odieux nom de libelle un ouvrage où l'on développe la mauvaise conduite des

* Lettres sur la Nation Angloise, par Angeloni.

Miniſtres, & où, en vous démontrant qu'ils ſont la cauſe de tous vos malheurs, on vous fait ſentir combien vous devez deſirer de vous délivrer de leurs mains ſacriléges? Souffrirez-vous que de même qu'on voit dans un rayon de ſoleil les atômes qui rempliſſent l'air au moindre ſouffle, ſe confondre toujours dans de nouveaux tourbillons ſans pouvoir jamais ſe lier les uns aux autres, les fautes multipliées de la conduite de vos Miniſtres vous jettent ſans ceſſe dans les plus affreux déſordres? Laiſſez-vous fixer par le bien public, comme par une attraction générale, à ce que

vous vous devez à vous-mêmes & à votre patrie : mais ſi vous n'êtes pas capables d'une ſi noble réſolution, dans quelle vûe élevez-vous vos cris contre l'Amiral Byng traître à ſon Roi & à ſa Nation, & pourquoi donnez-vous des louanges au généreux Blakeney, de ce qu'il a rempli ſon devoir avec honneur ? On vous voit vous demander mutuellement avec un air inquiet & troublé, les Eſpagnols ſe joindront-ils aux François pour attaquer Gibraltar ? Les François feront-ils une invaſion dans le Royaume? Mais, inſenſés que vous êtes, pourquoi ne voyez-vous pas que, ſoit

qu'on donne à vos Miniſtres des éloges ou des imprécations, que Gibraltar ſoit pris ou qu'il ſoit défendu, que les François faſſent ou non une deſcente chez nous, vous n'en ſerez pas moins écraſés, pour l'être plus tard; qu'il n'eſt plus de reſſources, plus d'eſpérance de ſalut pour vous, tant que vous n'aurez point d'autres Miniſtres à la tête des Conſeils; que ce n'eſt pas enfin de vos ſeuls ennemis étrangers que vous devez craindre de devenir les eſclaves? Eſt-ce que vous ſeriez capables de vous perſuader que les mêmes mains qui ont bouleverſé l'Etat & qui ont ruiné vos

affaires, pûſſent ſe prêter volontiers à les rétablir, ou fûſſent même diſpoſées à vous faire aucune ſorte de bien ? Vous voulez être inſtruits, vous êtes curieux de nouvelles, & vous n'êtes point touchés de votre état malheureux. Quoi ! vos ames ne doivent donc plus connoître déſormais ces ſubites & généreuſes ſenſations dont tous les Etats libres ont reſſenti dans tous les tems des effets ſi ſalutaires ?

Je crains que vous n'ouvriez trop tard les yeux ſur votre ſituation, je crains que vous ne la connoiſſiez que quand il ne ſera plus tems de la changer. Quel

ſera votre déſeſpoir, lorſque vous verrez ceux de qui vous aurez reçu des chaînes, devenir les arbitres & les maîtres de l'Etat? Si vous tardez plus longtems à vous réveiller de votre funeſte aſſoupiſſement, prenez garde que vos ennemis nationaux auſſi bien que vos ennemis étrangers, ne ſachent prendre les avances; car alors votre ſommeil devenant le ſommeil de la mort, l'Angleterre ceſſera d'être pour toujours.

L'action lâche de M. Byng eſt aſſurément bien fatale à la Nation, & il doit paroître bien coupable à vos yeux: mais je vous conjure toujours d'exami-

ner, tandis qu'il en eſt encore tems, ſi les premiers auteurs de ce déſaſtre ne ſont pas encore plus criminels. Je conviens avec vous que la conduite de l'Amiral a attiré ſur l'Etat toutes ſortes de diſgraces; mais ne négligez pas de ſavoir par vous-mêmes, ſi les Miniſtres n'ont pas de leur côté couvert la Grande-Bretagne d'infamie & d'opprobre. Que M. Byng ſoit condamné pour avoir manqué de courage; mais que cela ne vous empêche pas de remarquer, que ſi vos Miniſtres ſe ſont conſtamment appliqués à détruire toute émulation & à mécontenter tous les honnêtes gens; que s'ils

ont toujours observé de n'allier les honneurs & le commandement qu'avec les richesses & jamais avec le mérite, ce n'est pas être injuste à leur égard, que de faire retomber sur eux l'imputation de vos calamités.

Pour moi je ne trouve point étonnant que des gens dont l'esprit & le cœur sont corrompus, ne soient nullement propres à des emplois qui demandent du mérite & des sentimens. Souvenez-vous que si M. Byng est puni, & probablement il sera la victime d'expiation qu'on immolera à votre ressentiment pour sauver les Ministres : souvenez-vous que cela

ne doit rien changer dans votre ſituation, & que ſi la conduite des affaires demeure toujours dans les mêmes mains, ce ſera toujours auſſi par le même défaut de jugement que pécheront toutes les opérations de la Grande-Bretagne.

Ne ſeroit-il donc pas très à propos & très-équitable que la même voix qui demande compte à M. Byng de ſa conduite, dût ſommer pareillement ceux qui ont ſi mal dirigé les affaires Nationales, de nous apprendre pourquoi les poſſeſſions de l'Angleterre ſur l'Ohio ont été ſi honteuſement cédées aux François ; à quelles gens vos

millions ont été prodigués ; si c'est au préjudice ou à l'avantage de la Grande-Bretagne ; pourquoi Minorque & l'Amérique ont été négligées, & pourquoi Hanovre a toujours obtenu d'eux la préférence ? Qu'ils nous disent comment il se fait que six millions & demi dans la derniére année du regne de la Reine Anne, ayent pu suffire pour payer l'intérêt des cinquante millions que l'Angleterre devoit seulement alors, & pour le soutien d'une vigoureuse guerre ; & qu'aujourd'hui que les intérêts à payer n'excédent pas la somme à quoi ils montoient dans ce tems-là, puis-

que l'intérêt de l'argent eſt diminué, douze millions ne puiſſent pas fournir aux beſoins que les extravagances de nos Miniſtres leur font imaginer dans le cours d'une année, & qu'enfin ces douze millions ne produiſent pas à la Nation une ſeule victoire?

Sous le regne de la Reine Anne nos tréſors étoient épuiſés, on envoyoit nos Compatriotes à la boucherie pour ſoutenir les intérêts de l'Allemagne. Cependant le Peuple Anglois conſervoit dans cette triſte extrémité la réputation d'un Peuple généreux & brave, & les victoires que remportoient ſes

Généraux le faiſoient honorer & reſpecter. Mais ſous des Miniſtres de mauvais augure nous vivons aujourd'hui ſans honneur, nous mourons ſans avoir obtenu aucune victoire, & nous recevons la marque odieuſe & infâme de Voleurs & de Pirates, des mains d'un peuple qui alors n'eût levé qu'en tremblant les yeux jusqu'à nous. O douloureux & honteux changement!

S'il arrive cependant qu'un Tribunal équitable décide que les opérations du Miniſtére ont été conformes à toutes les régles de la juſtice & de l'honneur; ſi par là nous ſommes contraints de reconnoître que la ruine totale

tale dont la Grande-Bretagne eſt menacée, dérive de ces cauſes ſupérieures, qui font tôt ou tard rentrer les Nations dans le néant, & que ce ſoit le ſort enfin qui ait prononcé notre perte ; nos Miniſtres juſtifiés comme s'ils avoient paſſé par l'épreuve du feu, rentreront dans tous leurs droits ſur notre approbation, ſur notre eſtime, & ſur notre confiance. Mais ſi au contraire ils ſont convaincus d'avoir prévariqué dans leur adminiſtration; que la haine qu'on leur porte ne faſſe faire à perſonne des comparaiſons qui leur ſeroient funeſtes, entre leur conduite & celle de certains Miniſ-

tres qui ont ſubi le châtiment de leurs malverſations ; qu'on n'eſſaye point par des tableaux frappans & véritables de l'état malheureux où ils ont réduit le Royaume, de rendre leur administration de plus en plus odieuſe ; je vous demande en grace pour eux, de ne point rappeller à votre mémoire la fin tragique du Lord Strafford, qui perdit la tête ſur l'échaffaut, & de ne point faire de paralléle de leur conduite avec la ſienne. La vengeance eſt un crime dont les Sujets de la Grande-Bretagne ne doivent point ſe ſouiller ; ſi votre zéle pour votre pays vous fait vivement ſentir les paſſions

qui commandent à l'eſpéce humaine, n'oubliez pas du moins que la clémence eſt une des plus belles vertus du Chriſtianiſme : & quoiqu'il ne ſoit que trop vrai que la ruine de votre patrie eſt preſque entiérement achevée, ſuppliez votre Souverain d'accorder à ces ennemis de ſon Etat, une compaſſion qu'ils ont toujours refuſée à vos innocens compatriotes ; mais conjurez-le en même tems, s'il leur épargne la punition qu'ils ont ſi juſtement méritée, de regarder auſſi avec une égale pitié tous ces millions de Sujets qui ſont ſur le bord du précipice, & d'écarter

pour toujours de ſa préſence, des gens qui ont deshonoré ſa Couronne, & qui ont écraſé les libertés de ſon peuple. Tenez donc les yeux conſtamment attachés ſur votre Prince, témoignez-lui que vous n'attendez votre ſalut que de lui ſeul, & que cet acte de juſtice & de rigueur contre ſes Miniſtres, eſt l'unique moyen qui lui reſte pour vous le procurer.

FIN.

